

LIRE PAGE 2

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique, 12 fr.; Canada, 5,63; Danemark, 3 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 300 L.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 34

**5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 Paris
Télex Paris n° 530572
Tél. : 246-72-23**

Vers la fin de l'«anomalie» espagnole ?

Le gouvernement a cependant châtiait l'intérêt politique, c'est-à-dire l'intérêt général, doit dicter les solutions, et cet intérêt veut que l'Espagne, particulièrement quant à l'économie, participe à la mesure à l'équilibre nord-sud de la Communauté, équilibre auquel la France est très attachée, y trouve sa place.

La seule condition préalable est elle aussi politique : c'est que le processus de désinflation amorcée par la libération amorcée, et en tout cas visiblement voulu par le roi, soit conduit jusqu'au bout et que l'Espagne de demain soit une démocratie européenne comme les autres. C'est sans doute ce qu'a voulu le roi, et dont les représentants à l'Hôtel de Ville de Paris ont remis jeudi au roi un message de solidarité avec le peuple catalan. Si critiques qu'ils soient, les socialistes ont reconnu la légitimité de l'action du souverain et l'ont implicitement encouragé dans ses intentions.

I. — La campagne invisible

taille au compte-goutte, quand ils ne nous demandent pas de payer pour leur propagande... Les temps ont changé. Nous devons faire très attention. La nouvelle loi sur le financement par les deniers publics de la course à la présidence nous donne l'idée dans quelle elle comporte une certaine de pages, plus cent soixante-dix pages de réglementation explicatives, dont nous ne savons même pas celles que le Congrès a ratifiées et celles qui n'ont encore valeur que de recommandation. Nous préférons ne pas nous mettre dans notre tort par inadéquation. Mais nous ne pouvons pas l'instruction. La loi vise à faire table rase des compromissions déjà méritables ou inavouables. C'est mérité qu'on nous francise. »

(Lire la suite page 6.)

MEILLEURE TENUE DU FRANC

Dans l'état d'extrême incertitude qui les caractérise, les marchés réagissent à toutes les rumeurs. La dernière en date a été lancée jeudi soir par la B.B.C., selon laquelle la Grande-Bretagne chercherait à emprunter environ... 15 milliards de dollars auprès de l'Allemagne fédérale, des Etats-Unis, du Japon et peut-être des pays arabes. Cet emprunt s'ajouterait aux 3,9 milliards déjà sollicités auprès du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du Conseil Supérieur des Pétroles. Une telle opération de secours lorsqu'il s'est récemment entretenu avec M. James Callaghan. L'objet de cette opération, sur laquelle on n'a aucune précision, pourrait être de donner une garantie aux porteurs de balances sterling. Les sommes effectivement prêtées n'atteindraient donc pas, en tout état de cause, le montant avancé par les journalistes de la B.B.C.

Les assurances de M. Barre

M. Raymond Barre s'exprime. A la télévision, jusqu'à présent, il pratiquait surtout le monologue ou choisissait la courte interview. Il s'est livré, cette fois pendant soixante-quinze minutes, aux questions de cinq journalistes de TF1 pour l'émission « L'événement ». La politique ne se fait sans doute pas plus dans un studio qu'à la corbeille, mais pour « vendre » son plan à l'opinion M. Barre sait qu'il n'y a pas trente-six façons d'agir : il faut démontrer à des millions de Français avec « persévérance », sans « agitation » — il tient beaucoup à ces mots-là

288 pages: 26 F.

par ROBERT FABRE (*)

est préparé en collaboration
avec « la Stampa »
« The Times » et « Die Welt »

Le remède

ROBERT ESCARPIT.

LIVRES SUR L'ESPAGNE

L'espoir ?

En Espagne, tout est possible et rien n'est probable. La formule célèbre mérite une fois de plus d'être méditée moins d'un an après la mort de Franco. La marche à la démocratie est sans doute hautement proclamée, et l'Espagne de Juan Carlos bat des records de croissance. Mais Caudillo, les mots n'ont rien de toujours le même sens en deça et au-delà des Pyrénées. L'après-franquisme est effervescence, bouillonnement, mais aussi ambiguïté et contradictions. Comment le choisir dans ce tumulte ? Les auteurs, nombreux, aident à la réflexion. Jamais depuis quarante ans l'édition n'a été aussi riche en livres. Tout est remis, avec objectivité, sur le terrain de la discussion. Les préjugés, les volontés d'indulgence ou de condamnation sont écartés.

En France, le choix est naturellement plus limité, mais l'intérêt n'a pas faibli ces derniers mois. Puisque le passé éclaire le présent, il faut relire l'Histoire. Celle des Espagnols, de Jacques Pignié, a le grand mérite de la clarté. La passion et le lyrisme sont heureusement pas absents et ce survol des peuples et des États de la péninsule depuis la préhistoire jusqu'aux temps modernes, un ouvrage de référence permanent.

MARCEL NIEDERGANG.
(Lire la suite page 3.)

EUROPE

LA CRISE IRLANDAISE

PORTRAIT

Mme MAIRE DRUMM

Une chaleureuse extrémiste

Les journalistes qui la rencontraient pour la première fois à Belfast étaient toujours étonnés : cette belle femme d'une cinquantaine d'années au visage lénin, aux yeux d'incandescence avec un teint frais d'Irlandaise, pouvait-elle être une dangereuse extrémiste ?

Elle vous recevait autour d'une tasse de thé dans sa petite maison à un étage d'Andersonstown, juste en face d'un camp militaire britannique bardé de barbelés, de sentinelles et de projecteurs. Dans le salon à fleurs, toujours fraîchement ciré, trônait d'innombrables souvenirs de Long Kesh, le camp d'entraînement où son mari Jimmy, son fils Seamus et sa fille Marie passaient alternativement quelques jours, quelques semaines ou quelques mois. Elle-même avait été arrêtée plusieurs fois. La dernière remontait au mois d'avril quand, au cours d'un meeting, elle avait annoncé que Belfast serait détruite « pierre à pierre » si le régime politique n'était pas rétabli pour les membres de l'IRA, emprisonnés en Ulster. Elle avait été relâchée « faute de preuves ».

Elle parlait d'abondance, avec cette facilité et cette chaleur si courantes en Irlande. On était surpris dans cette pièce confortable, qui respirait un bonheur petit-bourgeois, d'entendre formuler d'épouvantables menaces contre l'Angleterre, ses institutions et ses suppôts.

Les thèmes politiques de Maire Drumm étaient d'une simplicité souvent confondante. Elle développait ininterrompue le Credo de l'IRA provisoire, dont elle jurait, d'ailleurs, ignorer totalement les activités : il fallait « chasser les troupes d'Ulster », organiser une « consultation libre », convaincre les « valets de Londres », qui séjournent à Dublin, de se rallier aux thèses des véritables patriotes. Ses réactions étaient parfois surprenantes : un jour que nous lui parlions du pasteur Paisley, ce protestant, célèbre, lui aussi, pour ses violences verbales, elle nous répondit : « Ce Paisley, au fond, vous savez, je n'ai rien contre lui : c'est un vrai Irlandais ! » — N. B.

M. Jimmy Carter dément avoir préconisé la réunification de l'Irlande

L'ancienne vice-présidente du Sinn Féin est assassinée

M. Jimmy Carter a adressé, jeudi soir 28 octobre, une mise au point au gouvernement de Dublin : il dément les propos que, selon la presse américaine, il aurait tenus à Pittsburgh devant une organisation d'Américains de souche irlandaise. Le candidat démocrate aurait déclaré que le gouvernement de Dublin avait tort de « ne rien faire » pour aider à régler le conflit d'Irlande du Nord, et il aurait ajouté qu'il fallait encourager la réunification de l'Irlande.

Cette prise de position, telle qu'elle avait été rapportée par la presse américaine, a été émise jeudi aux Communes. Plusieurs députés conservateurs ont vigoureusement protesté contre une « ingérence dans les affaires britanniques ». M. Roy Mason, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, a déclaré que toute parole pouvant être interprétée comme une approbation des activités de l'IRA risquait d'avoir des implications très dangereuses.

A Belfast, Mme Maire Drumm, ancienne vice-présidente du Sinn Féin provisoire, la branche politique de l'IRA, a été assassinée dans la nuit du 28 au 29 octobre sur son lit d'hôpital, par des inconnus déguisés en infirmiers. Mme Drumm, l'une des figures les plus connues de l'activisme catholique d'Irlande du Nord, avait été opérée de la cataracte il y a trois semaines. Elle avait abandonné ses fonctions au début du mois d'octobre pour raisons de santé.

Dans une déclaration publiée dans la nuit, la branche de Belfast du Sinn Féin provisoire rejette la responsabilité de ce meurtre sur des éléments protestants et invite les activistes catholiques à intensifier leur campagne contre les forces britanniques en Ulster.

La nouvelle de l'assassinat de Mme Maire Drumm, nous indique notre correspondant à Dublin, a profondément ému l'opinion publique des deux côtés de la frontière. Mme Maire Drumm était parole extrémiste le plus connu et elle avait fait de nombreuses apparitions dans des émissions télévisées à Dublin et à Belfast depuis le début des troubles en Irlande.

La naïveté politique de certains de ses propos et son nationalisme agressif lui avaient attiré assez peu de sympathies. Mais on admettait que c'étaient les condi-

tions de vie en Irlande depuis cinquante ans qui avaient donné naissance à ce type de personnalité politique. Les conditions de l'assassinat de Mme Drumm ont bouleversé une population pour une habitude aux atrocités. On craint maintenant des représailles de l'IRA contre la population ou les hommes politiques protestants. Une organisation para-militaire loyaliste est probablement à l'origine de l'attentat. On estime, à Dublin, que les « provocos » vont « utiliser » au maximum ce nouveau « martyr » pour défendre la cause de la réunification de l'Irlande.

A Londres, le gouvernement a autorisé la manifestation que le Mouvement des femmes pour la paix en Irlande du Nord veut organiser le 27 novembre à Trafalgar Square. Ce sera la première fois depuis quatre ans qu'un défilé pour l'Ulster aura lieu sur la grande place du centre de la capitale.

Hongrie

Le remplacement de M. Pullai au secrétariat du parti entraînerait un remaniement gouvernemental

De notre correspondant

Vienne. — Le remplacement de M. Árpád Pullai au poste de secrétaire chargé de l'organisation et de la politique des cadres par M. Sándor Borbély (le Monde du 29 septembre) revêt une importance certaine.

Certes, « en reconnaissance de ses services », M. Pullai doit se voir confier une « autre tâche importante ». Or une recommandation concernant « des affectations à des fonctions d'Etat » a été adoptée par le comité central, ce qui amène à penser que, outre M. Pullai, plusieurs personnes pourraient être concernées par un petit remaniement du gouvernement.

Quelles que soient les nouvelles tâches confiées à M. Pullai, elles n'égaleront pas celles qu'il exerçait précédemment dans l'appareil du parti. Il s'agit d'une mise à l'écart.

Les raisons qui ont motivé l'élimination de M. Pullai du se-

crétariat ne sont pas connues, mais la signification politique de son éviction peut être précisée. L'ancien secrétaire à l'organisation était considéré comme l'un des « durs » au sein de la direction hongroise. Il n'avait pas caché dans le passé son hostilité aux ouvertures libérales en matière culturelle et aux réformes économiques trop osées.

Lors du dernier congrès du parti en mars 1975, M. Pullai avait critiqué le relâchement des normes du parti et vivement attaqué les « managers », appellation sous laquelle on désigne en Hongrie les partisans d'une économie mixte soumise au contrôle bureaucratique. A certaines occasions, il n'avait pas hésité à se faire le porte-parole des sentiments hostiles à une trop forte représentation des juifs dans l'appareil.

MANUEL LUCBERT.

Union soviétique

Téhéran a livré le pilote qui s'était réfugié en Iran

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique annonce, le vendredi 29 octobre, que Téhéran a livré à l'U.R.S.S. lundi dernier, le pilote soviétique (1), qui s'était réfugié en septembre dernier en Iran à bord de son appareil, un vieux Antonov-12. Chargé de l'acheminement du courrier à travers l'Union soviétique, il était seul à bord lorsqu'il posa son appareil en Iran, non loin de la frontière soviétique, et demanda à bénéficier du droit d'asile aux Etats-Unis.

La décision des autorités iraniennes est fondée sur un accord signé avec l'U.R.S.S. en 1973 ; ce texte est destiné à « prévenir les détournements d'avions civils entre les deux pays ». Le pilote n'aurait pas été livré à un acte de piraterie aérienne, il n'aurait mis en danger la vie de personnes puisqu'il était seul à bord.

La restitution du pilote, qui serait officiel, donc passible des tribunaux militaires, illustre les bonnes relations entre les deux pays. Les Soviétiques ne manqueraient pas de mettre en parallèle la « correction » des autorités de Téhéran avec l'attitude des autorités japonaises dans l'affaire du Mid-35. La décision du gouvernement iranien a pratiquement

coïncidé avec la visite à Téhéran de M. Foutolchev. Le ministre soviétique du commerce extérieur était venu signer un accord commercial de cinq ans qui prévoit un nouveau développement des échanges entre les deux pays. Ces échanges ne sont pas négligeables : pour les six premiers mois de l'année 1976, ils se sont montés à 221 millions de roubles. L'U.R.S.S. livre essentiellement des équipements industriels, des machines-outils, des forges des presses, etc. L'Iran vend à l'Union soviétique du gaz naturel, du plomb, du zinc, du coton.

Bien que la presse soviétique dénonce parfois les achats massifs d'armements faits par le chach aux Etats-Unis, celui-ci

avait reçu le meilleur accueil à Moscou en novembre 1974. La presse, d'autre part, ne fait jamais la moindre allusion aux persécution systématiques dont sont victimes les opposants, y compris les communistes. Les accusations de torture ne sont jamais mentionnées bien que, selon Amnesty International, l'Iran vienne en deuxième position après le Chili pour la pratique de la torture. Ce silence contraste avec les protestations quasi quotidiennes élevées ici en faveur des victimes de la junte chilienne. Le Chili, il est vrai, n'a pas de frontière commune avec l'U.R.S.S.

JACQUES AMALRIC.

(1) Le pilote identifié à Téhéran sous le nom de Valentin Tskinev est appelé V. I. Zosimov dans la presse soviétique.

UN NOUVEL ÉLOGE DE M. BREJNEV

De notre correspondant

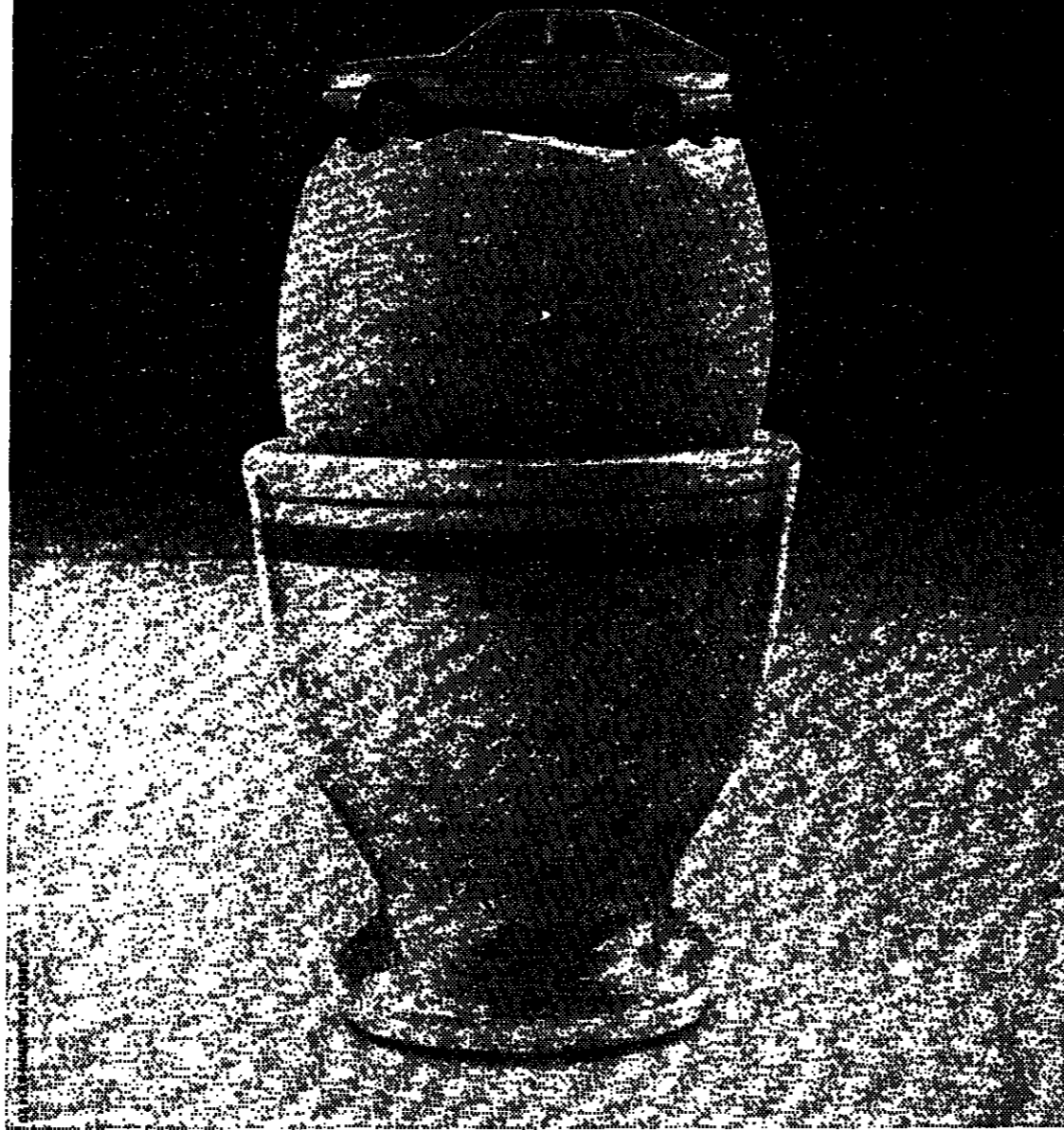
Moscou. — Un nouvel éloge de M. Brejnev a été prononcé, le mercredi 27 octobre, au Kremlin, lors de la remise à M. Kounaïev, premier secrétaire du Kazakhstan, de l'ordre de Lénine et d'une seconde médaille de héros du travail socialiste. La cérémonie à laquelle participaient tous les membres du bureau politique et tous les secrétaires du Comité central, y compris M. Rjabov, nommé la veille, a été retransmise à la télévision.

M. Kounaïev a été décoré pour les succès obtenus, cette année, dans le développement de l'agriculture au Kazakhstan. Ce programme, connu sous le nom de « mise en valeur des terres vierges » avait été lancé, en 1953, par Khrouchchev. Le nom de ce dernier, bien sûr, n'a pas été prononcé. M. Kounaïev n'en a pas moins fait allusion à la conquête des terres vierges, déclarant notamment : « Je voudrais dire, cher Leonid Ilitch, que vingt-trois ans ont passé depuis l'époque épopée des terres vierges, alors que le parti avait commencé à mettre en valeur cette région ; depuis ce jour mémorable, je travaille, sous la direction de la personnalité remarquable du parti et de l'Etat que vous êtes, Leonid Ilitch Brejnev. C'est un grand honneur et une grande respon-

sabilité (...). Tout ce qui est fait au Kazakhstan est lié à votre nom, Leonid Ilitch. »

M. Kounaïev est un très fidèle partisan de M. Brejnev depuis de nombreuses années. L'actuel secrétaire général l'avait ramené en 1954, alors qu'il avait été envoyé à Almaty par Khrouchchev en tant que second secrétaire du Kazakhstan pour contrôler l'opération terres vierges. En 1955, M. Brejnev était nommé premier secrétaire du Kazakhstan et faisait désigner comme premier ministre de la République son nouvel ami, l'ingénieur Kounaïev, qui était depuis 1952 président de l'Académie des sciences de la République. Depuis, la carrière de M. Kounaïev a évolué parallèlement à celle de M. Brejnev : nommé premier secrétaire du Kazakhstan en 1960, M. Kounaïev fut ramené au rang de premier ministre en 1962, après une mauvaise récolte, et alors que l'étoile de M. Brejnev pâlisait quelque peu. Deux ans plus tard, en 1964, après la chute de Khrouchchev, il retrouva son titre de premier secrétaire. Il a conservé depuis. M. Kounaïev qui est moitié Russe et moitié Kazakh, et qui est âgé de soixante-quatre ans, avait été élu membre suppléant du bureau politique en 1969, et membre titulaire en 1971. — J. A.

Chez Avis, au bout de trois minutes, votre voiture est à point.



Si votre voiture tardait à être livrée, râlez.

CARTE D'APPRECIATION	
1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement ?	Oui Non
2. Le service a-t-il été amical et efficace ?	Oui Non
3. Votre voiture était-elle propre ?	Oui Non
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique ?	Oui Non
5. Avez-vous des suggestions à nous faire ?	
NOM :	
ADRESSE :	

La rapidité est une des qualités que l'on attend d'un loueur de voitures. Chez Avis, vous n'attendez pas la quatrième sonnerie du téléphone pour qu'une hôtesse décroche.

Disposer d'une voiture ne doit vous prendre guère plus de trois minutes (avec votre carte Avis ou un bon de voyage, c'est encore plus rapide). Concurrence oblige, chez Avis nous avons tout mis en œuvre pour répondre à vos exigences.

Aujourd'hui, Avis se crée un stimulant de plus : la carte d'appréciation. Si par extraordinaire, vous n'êtes pas satisfait de notre service, dites-le nous. Votre carte arrivera directement à la Direction Générale, qui réagira très vite.

Vous pouvez être sûr que votre prochain voyage se déroulera dans les meilleures conditions. La carte d'appréciation vous permet de nous aider à faire mieux encore. Donc à mieux profiter encore de nous.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture

Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis.

Profitez de nous.

150

LES 3 DERNIÈRES JOURNÉES MONDIALES DE LA FOURRURE

FANTASTIQUE EXPOSITION VENTE

aux Champs Elysées
dans les salons de
L'HOTEL GEORGE V
31, Avenue George V
organisée par les
FOURRURES du NORD

avec le concours
des plus importants fabricants français, allemands,
italiens, hollandais, canadiens, américains réalisés
dans les plus belles pelletteries du monde, avec label
d'origine : (vison Black Diamond, Black Glama, Emba,
Saga, Majestic, etc., Zibeline de Russie, Chinchilla,
Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.).

Parmi les plus prestigieuses modèles, de classe internationale,
vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de
Pierre Balmain, Louis Feraud, Givenchy V, Guy Laroche...

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont
également présentées... toutes les fourrures,
tous les styles toutes les tailles tous les prix

REMISE EXCEPTIONNELLE 10%
sur tous les prix marqués

MANTEAUX	
Vison rahch	7.850F 7065F
Vison pastel	8.750F 7875F
Vison Ko-hi-noor	9.250F 8325F
Vison saphir	11.750F 10575F
Castor du Canada	9.250F 8325F
Astrakan Swakara	5.750F 5175F
Astrakan pleines peaux	3.850F 3465F
Ragondin	4.250F 3825F
Weasel	4.250F 3825F
Rat d'Amérique	4.850F 4365F
Queues de Vison	4.650F 4185F
Opposum	2.850F 2565F
Pattes Astrakan	2.150F 1935F
Yemen	1.750F 1575F
Mouton doré	1.650F 1485F
Murmel	4.250F 3825F
Pattes de Kalgan	2.250F 2025F
Lapin fantaisie	1.650F 1485F
Lapin diffusion	1.250F 1125F
Flanc de marmotte	1.450F 1305F

PRESTIGE	
Vison pearl	18.250F 16425F
Vison Black glama	25.750F 23175F
Vison Lunareine	28.750F 25875F
Vison Emba	32.500F 29250F
Vison Black diamond	32.500F 29250F
Chinchilla	42.500F 42750F
Zibeline	75.000F 67500F

Service après-vente.
Reprise en compte de vos fourrures au plus haut cours
Garantie totale sur tous vos achats.
SHOW COLLECTION
VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE
à 15 H.

ENTREE LIBRE
tous les jours de 10 h à 20 h

Pour participer à l'opération de
sauvegarde des félins tachetés
en voie de disparition, aucune
fourrure, panthère, ocelot, tigre,
guépard, léopard, jaguar,
ne sera vendue.

DU 29 AU 31 OCTOBRE

AMÉRIQUES

Les États-Unis en quête d'un président

(Suite de la première page.)

L'édifice (1), discutée depuis 1974, signée dans sa version définitive, après de multiples péripéties, en mai 1976, c'est-à-dire presque à la fin de la campagne des « primaires », s'applique pour l'essentiel à l'élection présidentielle, qu'elle coupe radicalement du recours aux donations privées, modiques ou massives. Elle contient également des dispositions applicables aux élections fédérales (Chambre et Sénat), soumises à une comptabilité rigoureuse quoique moins draconienne puisque le pouvoir central n'en assume que la « moralité », non les frais.

Chez « Ted » Kennedy, on ne fait donc aucune différence pour reconnaître que le budget de la réélection — acquies d'avance — du frère de « J.F.K. » s'élève à 600 000 dollars, dont la moitié ont déjà disparu dans les dépenses des « primaires ». Soit six fois plus que chez Carter pour le même Etat.

Une commission entièrement nouvelle de six membres nommés par le président après confirmation du Sénat, la Federal Election Commission, veille au fonctionnement impartial et scrupuleux de ce mécanisme, qui doit préserver le futur président de toute complaisance, directe ou indirecte, envers les puissances d'argent. Elle a un budget de 7 millions et demi de dollars pour centraliser et vérifier les rapports comptables reçus des candidats, procéder aux enquêtes qui lui paraîtront nécessaires et saisir la justice, s'il y a lieu, des abus constatés. C'est le noyau d'une autorité qu'il serait bien imprudent de traiter à la légère dans un pays où il n'y a guère de démarcation entre la législation qu'on peut fouler aux pieds impunément et celle qui vous fait risquer la prison.

En cette année 1976, ce n'est pas seulement sur l'élection présidentielle que souffle un vent purificateur. Quarante-neuf Etats sur cinquante se sont empressés de passer des lois purgeant les subside particuliers de leur aspect occulte et corrompue. Aucune, il est vrai, ne va aussi loin que la loi fédérale, qui institue pour les candidats des deux grands partis un véritable statut de « candidats conventionnels ». S'ils acceptent le « contrat » fédéral, ils ne doivent pas toucher un « cent » en dehors des 21,8 millions de dollars versés par le Trésor, auxquels peuvent s'ajouter 3,3 millions réunis par leur comité électoral. Ils en disposent à leur gré, selon la stratégie qui leur convient. Le tout est de ne pas crever le « plafond ».

La moitié du budget consacrée à la télévision

D'où une lézine qui transforme, en le refroidissant, le climat de la campagne. Et aussi, quelques considérations rétrospectives d'experts à la fois contrits et méfiants. Les deux candidats ont affecté environ la moitié de leur allocation à se payer du « temps » de télévision, en concentrant leurs efforts en ce domaine dans les jours qui précèdent le scrutin du 2 novembre. Un spécialiste du « commercial » politique, se souvenant des ébauches télévisées des années précédentes, se demande aujourd'hui si l'on n'aurait pas surestimé dans le passé l'impact de ce moyen de communication. « Il n'est pas question, naturellement, de se passer du petit écran », déclare-t-il, « mais comme la plupart de nos films s'adressaient (et s'adressent encore) à l'électorat le moins évolué, et que c'est, d'après tous les sondages, celui qui se soucie le moins d'aller voter... »

La grande innovation de cette année électorale n'a encore été « testée » qu'une fois devant les tribunaux, qui lui ont imposé des modifications, mais sans altérer les subtiles distinctions qu'elle établit et qui, si elles étaient maintenues, rendraient les luttes

électorales inégales. Disons que la loi instaure au moins trois secteurs, d'importance variable, mais relevant tous du processus par lequel s'exerce la libre décision des citoyens.

Il y a d'abord celui que nous avons appelé le « secteur conventionnel ». Il intéresse, dès les « primaires », les prétendants à l'investiture présidentielle de leur parti, puis les deux candidats qui l'ont obtenue. Le deuxième secteur s'étend aux « candidats fédéraux », c'est-à-dire à ceux qui se disputent les sièges à pourvoir au Congrès. Ceux-ci ne reçoivent pas de subventions de l'Etat, mais tombent néanmoins sous le contrôle de la Federal Election Commission et doivent se conformer, sous peine de sanctions, à ses directives.

Enfin, il y a le « secteur libre », où, comme avant, tous les coups sont permis du moment qu'ils rapportent — du moins tant que les Etats n'ont pas la rigueur de Washington. Pour illustrer ces différences, prenons le cas de l'Illinois, Etat-clé des élections. M. Carter a prévu d'y consacrer 180 000 dollars, l'état-major républicain a un budget de 196 000 dollars. Mais le candidat républicain au poste de gouverneur — fonction qui n'est pas particulièrement attractive tant que l'Etat reste dans l'obédience absolue du maire démocrate de Chicago, M. Richard Daley, — s'approprie joyeusement à dépenser 2 millions de dollars pour satisfaire ses ambitions.

Des référendums

Enfin, en dehors de ces « trois cercles », mais toujours dans le périmètre démocratique, se situe la vaste zone des « questions » par voie de référendum, posées directement à l'électeur (et à sa demande expresse, formulée par pétition), qui ne sait que trop bien ce qu'il en adviendrait si certains problèmes étaient laissés à la seule sagesse des législateurs locaux... et de leurs amis.

Sur ce champ-là, la bataille fait rage. Ainsi, au Massachusetts et au Michigan, les électeurs auront une fois de plus à se prononcer sur le principe de la « consignation obligatoire » des bulletins de vote et des titres en boîte. D'abord, pour éviter que leurs cadavres ne continuent à souiller bas-côtés et proménades ; ensuite, pour récupérer les matières premières qui entrent dans leur composition. Chose curieuse : la plupart des sondages font apparaître une majorité de la population en faveur de la consignation obligatoire, alors que presque tous les référendums sur le sujet ont tourné à l'avantage des coalitions nouées pour repousser le projet.

Il est vrai qu'en Massachusetts celles-ci ont déjà dépensé 1,3 million de dollars en propagande, et que le Michigan n'est pas en reste. Il serait tout de même dommage que la production (ouvriers y compris, le plus souvent) n'ait pas le dernier mot quand c'est le consommateur qui doit donner son avis.

Comme on le voit, l'argent, banni de la compétition pour la magistrature suprême, n'est pas rentré honteusement dans les coffres-forts. Dans les limites et selon les formes autorisées par les nouvelles règles du jeu, il n'a pas renoncé à ses investissements psychopolitiques. Une noble émulation pour la première place continue à jouer, sans fard ou par l'intermédiaire d'organismes

ad hoc, entre l'association des médecins américains, les divers syndicats et l'industrie laitière, laquelle, fortement « mouillée » dans la carambouille nixonienne de 1972, n'a pas hésité cette année à tripler sa contribution aux candidats au Congrès comptant aux infortunes de la manne. D'ailleurs, les centrales des partis (qui sont distinctes du quartier général des lobbies de liste, MM. Carter et Ford) ne se plaignent pas. Elles n'ont jamais reçu autant de fonds : entre 4 et 5 millions de dollars pour les seuls démocrates, qui n'avaient jamais vu beaucoup plus d'un million affluer dans leurs caisses. Un maximum de 3 000 000 dollars peut être distribué au bénéfice de M. Carter, mais le surplus sera distribué aux candidats impécunieux et servira surtout à des opérations de « mobilisation » de l'opinion.

Démobilisation après la bataille

Mais il y a aussi les conséquences « démobilisatrices » de ces élections épurées. Traditionnellement, les démocrates faisaient campagne au-dessus de leurs moyens et terminaient avec de lourdes dettes. Ce n'est pas par hasard qu'après la défaite retentissante du sénateur McGovern ils avaient pris, pour se renflouer, comme « président du comité national » M. Robert Strauss, un banquier du Texas, dont les préférences iraient plutôt à M. John Connally, transfuge bruyant et voyant du parti. Mais, sur le moment, c'était l'euphorie : on n'y regardait pas de si près. On recrutait des collaborateurs bien rémunérés et le nombre appelant le nombre, par effet d'entraînement, les volontaires accouraient, prêts aux tâches les plus ingrates, comme celles des enveloppes, faire du porte-à-porte par tous les temps... ou à démarcher les mêmes sympathisants.

Cette déflation généralisée engendre plus que de la morosité à la « base » : une sorte de dévaluation de la campagne elle-même. Surtout sur les ondes, et encore. Elle tend à s'effacer de l'horizon quotidien. Entre « observations » qui se croisent sur les sentiers de la guerre, on s'interroge avec incrédulité : « Comment est-ce à Philadelphie ? Et dans l'Ouest, où, paraît-il, se videra le conflit ? Pas de panneaux publicitaires ? Et à la télé ? » D'une région à l'autre, les réponses ne divergent que par des nuances : « On n'avait jamais vu ça » ; « Si peu de tam-tam, de folioles, de hermines locales... »

La « fund raising » (collecte de fonds), ce sport national à tous les niveaux, qui, bien souvent, est une mise en train à la participation électorale elle-même, ne va-t-elle pas voir se tarir ses vocations ? L'instauration d'une certaine hygiène financière dans les mœurs des campagnes électorales américaines va-t-elle dissocier davantage l'élu de ses électeurs, qui, des générations durant, préféraient sans vergogne les mains bien pleines aux mains bien propres ?

ALAIN CLÉMENT.

Prochain article :

L'ÉMERGENCE DES OUTSIDERS

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F ?

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris.
Tél. 755.77.90/380.55.58

(*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!



Opel City

P.A.R. S.A.
65-67, boulevard de la Gare
PARIS 13^e
Tél. 695.18.20 et 695.05.05.

Je m'inscris

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Des agents sud-coréens auraient tenté de corrompre quatre-vingt-dix parlementaires

De notre correspondant

Washington. — L'enquête ouverte par le département américain de la justice sur les activités des agents du gouvernement sud-coréen engagés dans une vaste entreprise de corruption prend des proportions embarrassantes. Selon des informations données par le Washington Post et reprises par le New York Times, environ quatre-vingt-dix membres du Congrès pourraient être impliqués dans le scandale.

Aucune confirmation officielle n'a encore été apportée aux informations de presse, selon lesquelles les agents du « lobby » sud-coréen ont, depuis 1970, versé chaque année entre 500 000 et 1 000 000 de dollars à divers membres du Congrès et de l'administration. Les enquêteurs attendent, semble-t-il, le retour de l'homme d'affaires Tongson Park, le personnage central du scandale. Mais M. Park a quitté les Etats-Unis « pour un long voyage ».

Selon le Washington Post, au cours d'une réunion à la fin de la dernière décennie, à laquelle participaient des agents des services spéciaux sud-coréens (K.C.I.A.), M. Park a, au jourd'hui proche collaborateur du Révérend Moon, le président de la Corée du Sud, M. Park, aurait encouragé M. Tongson Park (son homonyme avec lequel il n'a aucun lien de parenté) à faire cet effort de « relations publiques ». Vingt-deux membres du Congrès auraient ainsi reçu de l'argent ou des cadeaux après s'être engagés à œuvrer pour une législation favorable à la Corée du Sud. Certains membres auraient bénéficié des faveurs de jeunes femmes mises à leur disposition comme guides lors d'un séjour en Corée. M. Tongson Park, qui a touché plus de 5 millions de dollars en commissions sur les achats de riz américain par le gouvernement de Séoul, ne manquait ni d'argent ni d'influence (1).

D'autre part, au retour d'un voyage d'affaires en 1973, la douane lui aurait confisqué un mémorandum sur lequel les noms de quatre-vingt-dix personnalités politiques, comme M. Richard Nixon, les sénateurs Goldwater, Humphrey, étaient mentionnés à côté de chiffres in-

(1) Selon le Washington Post et le New York Times, les services de renseignements américains ont installé un système d'écoute dans la résidence du président Park et ont de la sorte été mis au courant des décisions prises par le chef de l'Etat.

HENRI PIERRE.

Messidor
154 300 F.
pour un 4 pièces sans le terrain.



Nouveau modèle pour terrain de petite façade. Avec étage : 4, 5 et 6 pièces.

Maisons Balency

Prairial
133 100 F.
pour un 4 pièces sans le terrain.



Nouveau modèle de plain-pied existe en 4, 5 et 6 pièces.

Maisons Balency

Je désire recevoir le nouveau catalogue gratuit

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____ Je possède un terrain oui ☐ non ☐

à retourner : Maisons Balency
68, bd Malesherbes 75008 Paris.
Tél. 522.19.69

Maisons Balency

Chine

LE REJET DU TÉLÉGRAMME DE M. BREJNEV

Le P.C. dénonce d'autant plus vivement le «révisionnisme» qu'il prétend démontrer sa fidélité aux idées de Mao

De notre correspondant

Pékin. — On se perd ici en conjectures sur les raisons qui ont pu inciter le P.C. soviétique, ses alliés les plus proches d'Europe orientale et le parti mongol, à adresser leurs félicitations à M. Hua Guo-feng.

Pékin a refusé ces messages comme il l'avait fait le mois dernier pour ceux qui avaient été adressés au comité central du P.C.C. après la mort du président Mao par des partis avec lesquels les Chinois n'entretenaient pas de relations (le Monde du 18 septembre et nos dernières éditions de jeudi). Rappelons que cette absence de relations entre partis n'affecte pas le respect des usages dans les relations entre Etats. Ainsi, le message adressé par le président du Soviet suprême et le conseil des ministres d'U.R.S.S.

au comité permanent de l'Assemblée à l'occasion du vingt-septième anniversaire de la R.P.C. a-t-il été publié, le 4 octobre, à Pékin.

La position chinoise est parfaitement nette sur ce chapitre, et le rebuffade que viennent d'essayer les Soviétiques et leurs amis était d'autant plus prévisible que l'expérience avait déjà été tentée quelques semaines plus tôt. A-t-on cru à Moscou et dans les capitales d'Europe orientale que l'élimination de Mme Chiang Ching et de ses amis du « groupe de Changhaï » allait entraîner, un renversement soudain d'attitude ? Si des signes, à peine perceptibles d'ailleurs, d'une légère évolution du comportement chinois envers l'U.R.S.S.

ont pu être relevés récemment, tous les observateurs sérieux se gardent de les interpréter de manière trop catégorique et surtout isolément, sans tenir compte en même temps des attaques répétées qui se poursuivent contre le régime soviétique dans la presse. Les signes entrevus jusqu'à présent ne sont, certes, pas négociables, mais il s'agit surtout de « alliances » — comme l'omission, le 24 octobre, par le maire de Pékin, M. Wu Teh, du terme « social-impérialisme » dans son discours sur la place Tien-An-Men (le Monde du 26 octobre), auxquels aucun interlocuteur chinois n'a encore consenti à donner une signification « positive », bien au contraire. Jeudi soir encore, nous pouvions entendre un haut responsable du ministère des affaires étrangères réitérer dans une conversation privée les plus sévères critiques contre la politique soviétique, intérieure comme extérieure.

ALAIN JACOB.

● L'administration américaine a approuvé la vente à la Chine de deux ordinateurs « relativement avancés » par l'intermédiaire d'une filiale française de la Control Data Corporation. Le Cyber-173 sera utilisé pour la recherche de pétrole, le second sans doute à la détection des tremblements de terre. Leur valeur est d'environ 2 millions de dollars. M. Kissinger souhaiterait faciliter par ce geste les relations avec les nouveaux dirigeants chinois. Mais pour devenir effective, cette vente doit encore être approuvée par le Cocom, organisme comprenant des représentants des pays de l'OTAN et du Japon, chargé d'autoriser les ventes de matériel stratégique à des pays communistes. — (A.F.P.)

Selon un responsable du «Quotidien du peuple»

«Les quatre voulaient transformer le pays en une société rétrograde»

De notre envoyé spécial

Pékin. — Dans les ateliers de composition du Quotidien du peuple, des ouvriers ont illustré à la craie, sur des tableaux, les slogans visant la « bande des quatre », le représentant Miao Ching-Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan en train de rôder dans une marmite, ou la tête prise entre la hache et le bûton.

Faut-il prendre ces dessins à la lettre, alors que le mystère continue de planer sur le sort des vaincus ? « Notre politique n'est pas d'exécuter les gens », répond M. An Kang, rédacteur en chef adjoint de l'organe central du P.C.C. C'est la première fois qu'un homme proche du pouvoir consent à donner une réponse claire à une telle question.

M. An Kang a tenu à rappeler devant nous son long passé de militant. Il sert le parti depuis quarante ans ; il a été blessé treize fois pendant la lutte de libération nationale. Il affirme qu'il travaille au sein de l'équipe dirigeante du Quotidien du peuple depuis la création du journal en 1949. On sait toutefois, d'autre part, que nommé directeur en chef adjoint en 1960, il connut une éclipse pendant la révolution culturelle. De par ses fonctions dans le journal, chargé, selon ses propres termes, de « diffuser les directives du parti », il jouit d'une position bien définie dans la hiérarchie du P.C.C. Il a bien pesé ses mots avant de convenir avec les journalistes étrangers, dans un salon où le portrait de Staline figure à côté de ceux de Marx, Engels et Lénine. Il semble que les affiches demandant l'exécution des « quatre » soient l'œuvre de militants trop zélés ou de « gens simples », pour reprendre une expression de notre guide devant d'autres slogans visibles au bord de la route conduisant à la Grande Muraille.

S'ils échappent à la mort, les « quatre » peuvent-ils espérer se réintégrer dans la société, après la confession de leurs « crimes » ou de leurs « erreurs » ? M. An Kang ne le pense pas. Selon lui, la formule du président Mao — « guérir la maladie pour sauver l'homme » — ne s'applique pas à des personnages qui ont commis des « crimes impardonnables ». Les « quatre » ne peuvent pas espérer « se racheter » par voie d'autocritique. Ils voulaient « abattre le drapeau dressé par le président Mao et transformer la Chine en une société rétrograde ; cela, les cadres du parti, les ouvriers et paysans ne peuvent le souffrir ». Les « quatre » et les autres Chinois ne peuvent plus « vivre sous la même ciel », ajoute M. An Kang, précisant que cette expression du langage national doit être prise « au sens figuré ». Les « quatre » sont déjà « engloutis par les vagues d'indignation du peuple », dit le rédacteur en chef adjoint, dont les propos donnent à penser que l'on n'entendra plus parler des anciens « radicaux », sinon pour l'approfondissement de leur critique.

A ce propos, M. An Kang conteste les « diatribes données aux « quatre » par la presse occidentale et soviétique ». Selon lui, « les « quatre » n'étaient pas d'extrême gauche, mais d'extrême droite ». Ils dissimulaient leur jeu, tout comme les « deux ou trois hommes » que Yao Wen-yuan avait placés au sein même de la direction du Quotidien du peuple, précise M. An Kang. En temps que responsable de la propagande du parti, M. Yao Wen-yuan s'est servi du Quotidien du peuple et du journal Chené pour « dénaturer la pensée du président Mao Tse-tung ».

Les « deux ou trois » complices de M. Yao Wen-yuan ont présenté leurs autocritiques devant le personnel du

quotidien, indique M. An Kang, qui paraît trouver cela parfaitement naturel. En effet, si les « crimes » des « quatre » ne sont pas pardonnables, les erreurs des hommes qu'ils ont entraînés sont moins graves : « Le principe du parti est que, si l'on se corrige, ça suffit. »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Breguet

LA QUEUE-EN-BRIE



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de L'Ormoie

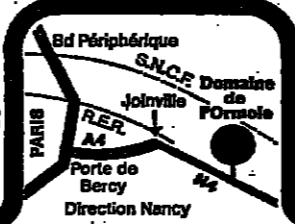
Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris. Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine de L'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUTS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR LA 4 ET LA N4

ENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (Tél. 633.71.80)

DE SUEZ

Un point d'histoire, ou la fin d'un mythe

Israël, contrairement à ses deux partenaires de l'expédition de Suez, n'avait pas dissimulé ses propres objectifs : favoriser le renversement du régime nassérien, assurer la liberté de navigation pour les bâtiments de l'Etat juif dans le canal de Suez et dans les détroits de Tiran, et, si possible, annexer Gaza et le Sinaï. Sur ce dernier point, Ben Gourion ne pouvait être plus net : l'un des trois objectifs d'Israël, s'écriait-il dans un discours le 8 novembre 1956, est « de libérer les territoires de la patrie (juive) occupés par l'envahisseur égyptien ». « Le Sinaï, ajoutait le premier ministre israélien, n'est pour les soldats égyptiens qu'un désert étranger ». La veille, Ben Gourion avait précisé : « L'île de Yotvat, nommée Tiran, qui fut il y a mille quatre cents ans un état hébreu, recouvrira une partie du troisième royaume d'Israël ».

C'est par la suite qu'Israël justifia sa participation à la guerre de 67, principalement par sa volonté de mettre un terme aux « ans de l'ère du Sinaï ». Cet argument a été formulé de la façon la plus nette dans le premier communiqué israélien diffusé le 28 octobre 1956 : « Israël a entrepris ce soir des mesures de sécurité pour liquider les bases des fedayin égyptiens dans la péninsule du Sinaï. Ces unités ont été organisées il y a deux ans, pour semer la terreur en Israël par les meurtres aveugles, par des minages et par des actes de sabotage... L'Egypte envoyait ses bandes en Israël... israélien, chaque semaine ». La radio a ensuite diffusé un communiqué du porte-parole de l'armée annonçant que des unités de fedayin avaient été accrochées à Kounila, à Ras-en-Nagad, et à proximité du canal de Suez.

En Israël même, ces affirmations jusqu'à un passé récent n'avaient jamais été contestées. Il y a quelques mois, cependant, un journaliste israélien, Ehouad Yaari, expert des affaires arabes de l'officier Dagan et commentateur assidu de la télévision israélienne, a réfuté, dans un ouvrage (1), ce mythe qui durait depuis presque vingt ans. L'auteur se base uniquement sur des documents officiels secrets, égyptiens et jordaniens, saisis par l'armée israélienne pendant l'expédition de Suez et la guerre de six jours. Ces documents font apparaître que, loin de les encourager, les autorités égyptiennes ont tout fait pendant des années pour empê-

par AMNON KAPELIOUK

cher les infiltrations de Palestiniens en Israël. « Tous les documents égyptiens, sans aucune exception, que j'avais à ma disposition », écrit l'auteur, « montrent l'existence d'une politique constante visant à freiner les infiltrations : des directives en ce sens avaient été envoyées par les instances supérieures à l'administration locale ».

Les autorités égyptiennes ont bloqué des routes, surveillé les activités des Palestiniens et procédé à des arrestations parmi eux. Les habitants de Gaza se sont même plaints que les Égyptiens étaient plus sévères que les Israéliens. « C'est précisément le colonel Hafez (chef du deuxième bureau à Gaza), qui, d'après les documents secrets, s'opposait fermement aux infiltrations et à l'échauffement de la frontière, qui a été accusé à l'époque par Israël d'être responsable des infiltrations et des actes de sabotage » (il a été, par la suite, assassiné par un colis piégé, attentat sur lequel l'auteur s'attarde longuement). Le colonel Hafez agissait ainsi conformément aux ordres de ses supérieurs pour prévenir des représailles israéliennes. Le représentant égyptien à la commission d'armistice israélo-égyptienne a dit à son homologue israélien que les Palestiniens qui s'infiltraient n'étaient pas envoyés par l'Égypte, allant jusqu'à ajouter : « En ce qui nous concerne, vous pouvez les tuer ». La prudence du Caire allait très loin : parmi les documents saisis, figure une carte égyptienne sur laquelle était indiqué le trajet des patrouilles israéliennes qui pénétraient régulièrement dans la bande de Gaza, sans que jamais on tente de les attaquer.

Un mois avant le raid spectaculaire sur Gaza (28 février 1956), qui marqua un tournant dans le conflit israélo-arabe, eut lieu une réunion des commandants égyptiens de la bande de Gaza, au cours de laquelle ceux-ci décidèrent de prendre des mesures telles que l'interdiction des déplacements la nuit et l'ordre de tirer sur les éléments qui tenteraient de s'infiltrer en Israël.

A partir de cette époque, les Égyptiens — toujours selon Ehouad Yaari — se servirent des fedayin uniquement en représailles à des opérations israéliennes. C'est le cas, en août 1955, après que les Israéliens eurent pris le contrôle des zones démilitarisées du Neguev, et en avril 1956, après le tir d'artillerie israélien sur la ville de Gaza, qui a fait soixante et un morts civils et cent vingt-huit blessés. C'était la dernière grande opération des fedayin. Après, « l'activité s'affaiblit à la suite de l'accroissement graduel de la bande de Gaza ».

Les restrictions imposées par les Égyptiens, à cette époque, à

la liberté de mouvement des fedayin avaient peut-être un lien avec les consignes données par l'état-major du Caire, immédiatement après la nationalisation du canal de Suez, de préserver le calme sur la frontière, par crainte de provocations israéliennes visant à entraîner l'Égypte dans une confrontation militaire (2).

Ben Gourion n'en a pas moins écarté à l'époque le ministre des affaires étrangères, Moshe Sharett, qui s'opposait à la ligne dure envers l'Égypte et aux représailles contre les Arabes, et a nommé à sa place le général Golda Meïr. En lisant aujourd'hui les documents égyptiens de l'époque, il est clair que Sharett avait raison. Le commentateur militaire du quotidien Haaretz a pu écrire, le 29 décembre 1975, que les documents égyptiens publiés par Ehouad Yaari éveillent des doutes quant au bien-fondé de la politique de représailles d'Israël dans les années 50. Le professeur Amnon Rubinstein, de l'université de Tel-Aviv, a écrit de son côté que « la publication des documents du deuxième bureau égyptien donne de plus en plus l'impression qu'Israël n'a pas interprété correctement les intentions de l'Égypte à cette époque critique, époque à laquelle nous l'avons frappée, et elle s'est jointe à nos ennemis et s'est même mise à leur tête (3) ».

Vingt ans après l'affaire de Suez, les Israéliens sont de plus en plus nombreux à remettre en question la sagesse de la politique du jeune Etat hébreu envers le monde arabe dans les années 50.

MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES

**TRECA
EPEDA
SIMMONS**

MODÈLE TRECA
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

**EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU**

DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.48.35

Breguet

PRÈS DE LA FORÊT D'ERMENONVILLE



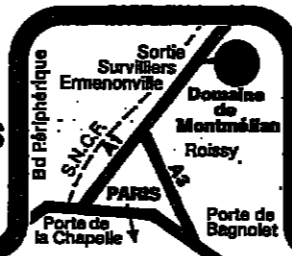
"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, cerné de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces. Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'Auto-route A1. A la gare de Survilliers, située à

2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris. Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes identiquement luxueuses. Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUS LES JOURS
DE 10 H à 19 H.

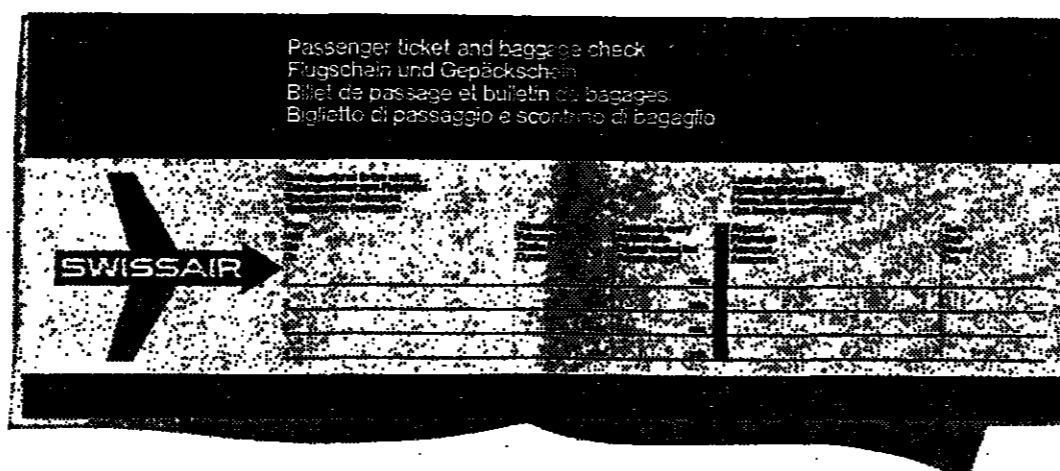


A 25 KM DE PARIS
PAR L'AUTO-ROUTE
DU NORD

VEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
95470 SAINT-WITZ (Tél. 47.56.55)

Le bestseller suisse de 1931 à 1976.

(Une plaquette que personne ne lit et qui, pourtant, fait paraître à tous le voyage moins long.)



Ce petit livre, nous le vendons depuis 45 ans, et avec un succès sans cesse croissant. Rien que l'année dernière, par exemple, nous en avons édité presque trois millions d'exemplaires. Un nombre imposant, si l'on considère que cette publication ne compte que quelques pages — que d'ailleurs personne ne lit, ou presque. Alors, comment expliquer ce succès ?

D'abord, sans doute, par le fait qu'on peut toujours l'acheter à nouveau et qu'elle est différente à chaque fois. Une fois, elle traite d'un voyage de Tokyo à Bombay. Une autre fois, d'un voyage de Rio de Janeiro à Genève. Une autre fois, elle traite d'un voyage de Zurich à New York et une autre fois enfin d'un voyage de Vienne à Bâle. Ou d'une quelconque autre des 87 destinations Swissair dont elle peut traiter.

Mais ce ne peut être la seule raison. Il y a autre chose encore, de plus décisive : bien que, dans ce livret, chaque voyage soit l'objet d'une description aussi succincte et concise que possible, celui à qui appartient ce livret le vit plus intensément que dans n'importe quelle autre description touristique. A savoir : personnellement.

Existe-t-il une autre raison ? Oui. Et nous espérons pouvoir oser croire qu'elle est déterminante : L'auteur, une certaine Swissair.

La couverture de ce bestseller suisse fournit fort peu de renseignements à son sujet. Profitons de l'occasion pour combler cette lacune.

A propos de l'auteur :

Fondée en 1931 en Suisse. Développement sain et rapide : la petite ligne aérienne devient la compagnie aérienne nationale. Domaine d'activité : 87 destinations dans le monde entier.

Grâce à ses excellentes liaisons, l'auteur parvient très tôt à faire sensation sur le plan international. Quant aux critiques, elle ne cessa de les ébahir en faisant appel avec virtuosité et compétence à des moyens toujours nouveaux et plus modernes (tels que, par exemple, le DC-10 et le Boeing 747 B aujourd'hui).

Son style se distingue par sa subtile faculté de s'identifier aux autres. C'est ainsi que, par exemple, elle attache toujours beaucoup d'importance à ce que les gens se sentent à l'aise lorsqu'ils sont de son voyage. Quelques détails typiques à l'appui : sur les vols long-courriers, deux menus en classe économique, alimentation de régime sur demande préalable, compartiments fumeurs et non fumeurs, projections de films et huit programmes de musique sur la plupart des long-courriers, nécessaire de couture, rasoir, l'horaire suisse des chemins de fer et des avions à bord de tous les appareils.

L'origine suisse de l'auteur se reflète dans toutes ses œuvres. C'est peut-être là une des raisons de sa popularité croissante. Toujours plus de ses amis passent de plus en plus volontiers par la Suisse. Toujours plus de gens savent apprécier l'exactitude et la sûreté, propriétés de ce pays qui ont très nettement déteint sur notre auteur.

Autres œuvres connues :

« PARS — Programmed Airline Reservations System » : Réservations rapides et sûres grâce au système de réservation électronique.

« Cargo » : Le fret vole en première classe.

« SACO — Sample Collections Service » : Pour passer vos collections d'échantillons à la douane avec un minimum de démarches.

« Fly and Drive » : Louez votre voiture au point de destination en même temps que vous achetez votre billet.

« Tarif conjugal » : Pour 37 destinations européennes, l'épouse accompagne son mari à demi-tarif.

« Throughchecking » : De ou vers 30 villes via la Suisse avec une seule et même carte d'embarquement.

Nous vous souhaitons encore détente et bon divertissement en compagnie de votre prochain bestseller de Swissair.



PROCHE-ORIENT

A l'occasion de la conférence du Caire PLUSIEURS SOUVERAINS ET CHEFS D'ÉTATS ARABES SE SONT RÉCONCILIÉS

De notre correspondant

Le Caire. — La conférence arabe « au sommet » qui s'est terminée mardi 26 octobre au Caire n'a évidemment pas réglé ni même atténué les conflits opposant profondément certains régimes arabes entre eux, par exemple l'Algérie au Maroc ou la Syrie à l'Irak. Elle n'avait d'ailleurs pas cette ambition.

En revanche, le climat détendu créé dans le monde arabe par les récentes retrouvailles syro-égyptiennes de même que le tempérament conciliateur du roi Khaled d'Arabie ont favorisé, en marge de la conférence, différentes rencontres et « réconciliations ».

De nouveau en bons termes avec le général Assad, le roi n'avait aucune raison de continuer à boudier le roi Hussein de Jordanie, à qui il reprochait précisément ces derniers mois son rapprochement avec Damas. Le président égyptien et le monarque jordanien se sont donc retrouvés dans les bras l'un de l'autre.

Les diplomates et les financiers saoudiens ayant, ces derniers temps, préparé le terrain, le roi Khaled, souverain arabe occidental s'il en est, a pu ren-

contrer au moins deux fois en tête à tête le chef du régime marxisant d'Aden, le président Salim Robayeh Ali. Les derniers marquisards du Dhofar, hostiles au sultan Qabous d'Oman, qui était absent du « sommet », pourraient faire les frais de la détente saoudo-sud-yéménite.

Le monarque yahabite s'est attaché pour sa part à réconcilier les princes Issa de Bahreïn et Khalifa de Qatar. Ces deux cousins s'étaient brouillés naguère à propos de la construction d'une cale sèche dans le golfe Persique.

Le colonel Kadhafi n'est pas venu au Caire, mais il s'y est quand même fait représenter en personne, ce qui a donné satisfaction à ses pairs et notamment au roi. Celui-ci avait les jours précédents déployé des efforts pour amadouer Tripoli. La presse caennaise avait cessé de parler du « fou de Libye » et le président Sadate avait reçu avec une amabilité remarquable M. Rabihi, président (libyen) de l'Assemblée confédérale de l'Union égypto-syro-libyenne.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Liban

LA DROITE S'INQUIÈTE DU RAPPROCHEMENT SYRO-PALESTINIEN

Des milliers de Libanais, pour la plupart des musulmans chiites, fuient le sud du Liban pour se réfugier à Saida et dans les environs de Beyrouth.

Ce exode a été suscité par la crainte de la reprise des combats dans le Sud, où affluent d'importants renforts palestiniens venant de la montagne (que les fedayin évacuent conformément à l'accord de Riyad) ou de Syrie. On croit savoir que des unités de la Salika et de l'A.L.P., d'obédience syrienne, font partie de ces contingents. Il se confirme que le gouvernement de Damas favorise le déplacement des guérilleros, qui s'installeront dans l'Arakoub (le « Fethaland ») avant de livrer bataille aux milices chrétiennes, et à leurs alliés israéliens, dans les régions frontalières.

D'autre part, le comité exécutif de l'O.L.P. tiendra sa prochaine réunion à Damas, sous la présidence de M. Yasser Arafat. La droite libanaise est en proie à une vive inquiétude devant le rapprochement syro-palestinien qui se dessine.

UNE SEMAINE DE LA PENSÉE SIONISTE À PARIS

Une Semaine de la pensée sioniste a été organisée du jeudi 21 au 28 octobre par le Mouvement sioniste de France (1) et le Conseil des intellectuels juifs pour Israël (2) au Centre Rachi. Plusieurs conférenciers israéliens ont traité des sujets tels que : sionisme et pro-sionisme, contestation internationale du sionisme, sionisme et sionismes et la critique de l'État d'Israël libéré ou libérée ?

Ce dernier thème débattu jeudi 28 octobre en présence de l'ambassadeur d'Israël, M. Mordechai Gath, a donné lieu à des échanges de vues passionnés. Certains participants, avec M. André Bornstein, secrétaire général du Conseil des intellectuels juifs pour Israël, condamnaient sévèrement les critiques formulées contre l'État juif dans la Diaspora, les qualifiant même d'« irresponsables ». D'autres, notamment M. Jacques Benadon, journaliste israélien, formulèrent le souhait d'un dialogue s'ouvrant à ce propos entre les Israéliens et les juifs de la Diaspora. — R.D.

(1) 38, rue de Turbigo, 75003 Paris.
(2) 10, rue d'Annam, 75005 Paris.

Les socialistes français ont des relations particulières avec Israël nous déclare M. Mitterrand

De notre correspondant

Tel-Aviv. — M. Mitterrand et Defferre repartent Paris, ce vendredi 29 octobre, après un séjour de quarante-huit heures en Israël, où, avec sept autres membres de la direction du parti socialiste, ils étaient les hôtes du parti travailliste israélien.

Pendant ce bref séjour, la délégation socialiste s'est entretenue avec M. Rabin, premier ministre, Pères, ministre de la Défense, Ailon, ministre des affaires étrangères, et Mme Golda Meïr (qui a refusé de tenir compte des recommandations de ses collègues de ne pas quitter la chambre). M. Moshe Dayan, et les secrétaires généraux du parti travailliste de la Istadrouth.

A la différence de plusieurs des personnalités qui l'accompagnaient, M. Mitterrand était déjà venu en Israël, avec qui, nous a-t-il déclaré, « nous avons des relations d'un caractère sinon privilégié, du moins particulier pour nous, socialistes ».

Les socialistes n'ont pas de

solution miracle au problème israélo-arabe. En revanche, nous dit M. Mitterrand, nous rejetons la conception de l'O.L.P. selon laquelle la Palestine est un tout où l'État d'Israël n'aurait pas sa place. « Les frontières de l'État, non définitivement fixées, mais approximativement connues, ne permettent pas aux Palestiniens de s'y installer en maîtres », estime le leader socialiste, qui souhaite que les Palestiniens se définissent sur le plan de leur identité d'une manière plus claire. Persuadé, comme le lui a sans doute dit le maire d'Hebron, que les Cisjordanien se réclament de l'O.L.P., M. Mitterrand semble nécessaire une expression plus tangible de l'identité des Palestiniens. Il déplore en même temps le « manque de maturité » des Israéliens, qui refusent d'envisager la création d'un troisième État (« un État-tampon ») entre eux et la Jordanie (1).

Comment le P.S. juge-t-il l'attitude du gouvernement français dans le conflit israélo-arabe ? « Je pense, nous dit M. Mitterrand, que le gouvernement français a beaucoup plus tort dans son comportement psychologique, dans ses attitudes et dans certaines décisions unilatérales que sur le fond de sa politique. »

« Son comportement manque, à mon sens, gravement de sensibilité et de nuances. Par exemple, lorsqu'on parle d'embargo sur les armes et qu'on envoie des Mirage à la Libye, c'est quand même une situation qui ne peut que froisser Israël. Que la France fasse une politique qui ne respecte pas les pays arabes, je comprends tout à fait, car nous le faisons, nous socialistes, mais c'est beaucoup plus la façon de faire du gouvernement dans sa pratique diplomatique qui nous différencie. »

« Coexistence de deux nécessités historiques »

« Je crois que par toute une série d'attitudes, par le sens de la justice à l'égard des peuples tiers-monde, par son comportement à l'égard des immigrés chez nous, par tout cela la France peut démontrer qu'elle ne se laissera jamais aller dans une politique anti-arabe. Le problème d'Israël est un problème circulaire, il y a une contradiction historique, il y a même coexistence de deux nécessités historiques que la France, je le répète, ne peut trancher d'un coup de rasoir. »

« Vos interlocuteurs israéliens vous ont-ils demandé vos « bons offices » pour le rapprochement avec les Arabes ?

« Non, nous ne sommes pas venus pour cela. Mais nous pourrions, dans une situation déterminée, rendre service comme cela nous est déjà arrivé. »

« Le fait qu'Israël ne veuille envisager une négociation qu'avec les États arabes et non avec les Palestiniens ne constitue-t-il pas un obstacle majeur ?

« Il est vrai que les Israéliens entendent ignorer, non pas les Palestiniens, mais l'O.L.P., et comme pour l'instant cela passe par l'O.L.P., c'est momentanément l'impasse. »

La visite de la caverne de la Macpé à Hébron, où sont les sépultures des patriarches, a vivement impressionné le leader socialiste.

« C'est très émouvant de visiter un lieu dont on a lu l'histoire dans la Genèse et ce qui est extraordinaire, c'est qu'à cinq mille ans de distance, cela soit à l'origine d'abord d'une sorte de guerre de religion, et ensuite d'un débat dans un Parlement pour savoir si c'est un sanctuaire qui engage Israël ou pas. Je trouve cela merveilleux. »

Et l'avenir de Jérusalem ?

« Je ne pense pas qu'on puisse supposer que Jérusalem ne continue pas à être la capitale d'Israël. Je pense qu'il est possible de trouver une formule afin que la population arabe puisse s'y sentir chez elle, dans certains sanctuaires ou dans certains secteurs de la ville. »

ANDRÉ SCÉMAMA.

(1) Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi à Jérusalem, M. Mitterrand a déclaré encore, à ce sujet, selon l'A.F.P. que les socialistes français « n'avaient pas de différences fondamentales avec le parti travailliste israélien », mais qu'ils étaient « plus pressés que ce parti ne semble l'être de voir donner une réponse au problème de la population de la Cisjordanie. (...) Nous avons demandé à nos amis israéliens de considérer ce problème non seulement du point de vue local mais aussi du point de vue international et de lui répondre, pas nécessairement, une réponse rapide. »

Le premier secrétaire du parti socialiste français a précisé, à ce regard, qu'on ne saurait « demander à Israël de revenir sur tous les points aux frontières de 1947, qui, dans certains secteurs, ne permettaient même pas d'assurer la sécurité de ses routes », ajoutant que des « aménagements » devraient être « acceptés de part et d'autre ».



IMPOSEZ VOS MESURES. IMPOSEZ VOS GOUTS.

Jacis

Le costume personnalisé. Une nouvelle création du Galfa Club.

Choisir parmi 600 tissus différents. Choisir le style, la coupe, les détails de votre costume. C'est ainsi que le Galfa Club, dans une nouvelle boutique, conçoit la mesure industrielle. Premier prix d'un costume à vos mesures : 550 f.

Galerias Lafayette

100% COTON

السلامة العامة

transport

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE ÉPISCOPALE

Les évêques étudient la possibilité de confier un ministère non presbytéral aux prêtres mariés

De notre envoyé spécial

Lourdes. — La situation des séminaires et la vie des prêtres inquiètent les évêques, qui sont les premiers à souffrir de la pénurie des vocations, du nombre important des prêtres qui ont quitté le ministère officiel et du vieillissement du clergé. Avant dix ans, les effectifs auront tellement diminué qu'il faudra mettre en place de nouveaux dispositifs d'évangélisation.

Depuis quelques années, il a fallu regrouper les séminaires diocésains devenus trop exsangues. Ils ne sont plus aujourd'hui qu'une vingtaine en France. On compte cette année quelque 175 entrées dans les institutions du premier cycle contre 185 l'an passé. Situation paradoxale : alors qu'il y a 312 laïcs inscrits au cycle C de théologie de l'Institut catholique de Paris, il n'y a que 110 étudiants dans les séminaires universitaires. Ce déséquilibre significatif a été souligné à l'assemblée par Mgr François Fretellier, évêque auxiliaire de Bordeaux, qui a précisé que les laïcs recevant une formation théologique sont non seulement plus nombreux, « mais parfois plus motivés et plus doués ».

Si les effectifs sont stables au séminaire des Carmes de Paris (64, dont 22 entrants), ils baissent régulièrement ailleurs (25 au séminaire français de Rome, 14 à Toulouse, 9 à Lyon, 1 à Strasbourg). Une quinzaine seulement de séminaristes ont passé leur maîtrise en théologie l'an dernier pour l'ensemble de la France. En plus de la formation classique dans les séminaires, existent des circuits parallèles. Ceux-ci laissent naître les évêques plus ou moins récents. Aujourd'hui, ils commencent à en reconnaître le bien-fondé et le bon fonctionnement. Il s'agit des « groupes de formation » dits G.F.O. ou G.F.C. selon qu'ils sont destinés à des universitaires ou à des personnes venant du monde ouvrier ou s'y destinant. Il y a, cette année, 57 personnes dans les G.F.O., qui existent dans trente-quatre diocèses, dont 34 nouveaux (contre 37 l'an dernier, dont 18 nouveaux). Dans les G.F.C., 95 étudiants (contre 125 en 1975, dont 25 nouveaux).

D'autre part, la Mission de France accueille actuellement 32 hommes. Leur formation intellectuelle est assurée en liaison avec les jésuites de Paris.

Par 98 voix sur 119 votants, les évêques ont décidé de mettre en chantier un dossier qui traitera de trois points : 1) la fidélité du prêtre ; 2) le célibat ecclésiastique ; 3) la situation des prêtres mariés. Ils se sont donnés jusqu'à la fin de l'année pour élaborer ce document. Il ne faut pas en attendre des résultats très inédits. L'épiscopat français, bloqué par les conclusions du synode romain en faveur du maintien du célibat, ne s'apprête pas à remettre en question si peu que ce soit cette loi (1). D'autre part, il sent bien qu'il conviendrait de faire quelque chose pour permettre aux prêtres mariés réduits à l'état laïc de remplir un ministère non presbytéral, si ces derniers évidemment le désirent (de toute façon ces prêtres ne pourraient donc ni servir la messe, ni confesser, ni administrer les sacrements).

Quatre mille cinq cents prêtres réduits à l'état laïc

Les statistiques suivantes ont été fournies : il y aurait quelque trois mille prêtres séculiers, plus mille cinq cents prêtres réguliers qui ont quitté leur ministère. Ces chiffres ne concernent que les Français. Il faut y ajouter cinq à six cents prêtres mariés étrangers résidant en France.

Ces prêtres mariés représentent 10 % environ du total des effectifs. On conçoit donc que dans la conjoncture actuelle les évêques ne considèrent pas cet appoint comme négligeable.

HENRI FESQUET.

(1) Un sondage de la SOFRES publié par le *Pèlerin* du 31 octobre révèle que 37 % des Français accepteraient que des hommes déjà mariés soient ordonnés prêtres.

Le Père Fihay, chargé officiellement des mass media à l'épiscopat français, a avec l'autorisation de Mgr Echegaray, fait la mise au point suivante au sujet des interprétations données par la presse de la lettre aux catholiques de France : « L'intention des évêques n'était pas de donner un coup de frein mais plutôt un contre-poids de relancer le mouvement de la vie de l'Eglise, d'inviter à avancer et d'indiquer un fléchage. »

RELIGION

La conférence de presse de M. Michel de Saint-Pierre

« Les Fumées de Satan »

De notre envoyé spécial

Lourdes. — M. Michel de Saint-Pierre a réuni une conférence de presse jeudi 28 octobre à Lourdes. Comment l'écrivain, qui se présente comme « un ami fidèle » de Mgr Lefebvre, se situe-t-il par rapport à lui ? Il est d'autant plus difficile de le savoir qu'il a commencé son exposé en transmettant, avec l'autorisation du fondateur du séminaire d'Ecône, ce que celui-ci lui avait dit trois jours plus tôt :

« 1) Mon souhait le plus ardent est de poursuivre le dialogue amorcé avec le pape Paul VI lors de ma dernière audience, où des choses importantes se sont passées. »

« 2) Trente-quatre nouveaux séminaristes viennent d'entrer à Ecône, portant ainsi à cent douze le total des étudiants. »

« 3) Je n'ai jamais été invité à l'assemblée des évêques à Lourdes, portant ainsi à cent douze le total des étudiants. »

M. Michel de Saint-Pierre a affirmé ensuite que le mouvement *Crede*, dont il est président, se voulait fidèle au souverain pontife et qu'il adhérait pleinement à Vatican II.

Cette double fidélité, d'une part, à un évêque qui bafouait l'autorité de Paul VI et qui a proclamé un peu partout qu'il relatait catégoriquement une partie des décisions du concile, et, d'autre part, au pape, ne doit pas être comode, et elle explique sans doute pourquoi M. Michel de Saint-Pierre se dérobe devant certaines questions trop précises, arguant qu'il veut s'abstenir de « juger ».

En revanche, l'écrivain exprime sans réserve son jugement contre certains des écrits de l'abbé Marc Oraison et en faveur des deux premiers textes de l'assemblée plénière (le *Monde* du 27 octobre). Ces documents lui ont procuré, dit-il, une « joie profonde », car ils sont de nature, à condition d'être appliqués, à réarmer le « gâchis » et le « chaos » dont l'Eglise actuelle donne, selon lui, le spectacle.

A la fin de l'année, il sera publié par ses soins, une édition de la Table ronde, un ouvrage intitulé *Les Fumées de Satan*, préfacé par M. Gustave Thibon et longuement posté par M. Michel de Saint-Pierre. Ce livre contiendra, pour l'essentiel, une série de trois mille faits, datés de 1976, qui se trouvent être de graves manquements de la part de prêtres ou même parfois d'évêques à la doctrine, à la morale, à la liturgie ou à la pratique des sacrements.

Il s'agit là, affirme un des collaborateurs de M. Michel de Saint-Pierre, qui a pris la parole après lui, « d'un véritable torrent de fange dont nous essaierons de faire un engrais. Les faits relatés ne seront pas situés géographiquement afin d'éviter le risque de dénominations, mais ils émanent de sources vérifiées ». — H. F.

LES FIDÈLES DE Mgr LEFEBVRE MENACENT DE SE RÉSERVER UNE ÉGLISE À PARIS POUR LEUR USAGE EXCLUSIF

De notre correspondant

Bordeaux. — L'abbé Louis Coache, animateur du mouvement *le Combat* de la foi, a tenu une réunion générale le 23 octobre pour répondre à la Lettre aux catholiques de France de l'assemblée plénière de l'épiscopat français (le *Monde* du 27 octobre).

Parlant devant un groupe d'environ cent vingt-cinq personnes et quelques contradicteurs, il a qualifié de « vague bernin » les déclarations de Mgr Echegaray.

REVENDIQUANT CINQUANTE MILLE ADHÉRENTS

L'UNEF (Ex-Renouveau) veut développer ses activités de service

Pour la première fois depuis 1971, l'Union nationale des étudiants de France (ex-Renouveau), qui revendique cinquante mille adhérents, va réouvrir à Paris samedi 6 et dimanche 7 novembre des représentations de tous ses « comités », de base pour étudier son fonctionnement et ses objectifs, ont annoncé jeudi 28 octobre les responsables de cette organisation. Ceux-ci comptent notamment proposer d'abaisser à 3 F le montant de la cotisation à l'UNEF (actuellement fixée à 15 francs), de développer les « services » et les activités assurées par ses associations (polytechniques, cafétérias, ciné-clubs, expositions, conférences) et de rendre plus fréquentes et plus régulières les publications, qu'il s'agisse du périodique national *l'Étudiant* de France, ou de bulletins des associations locales ou des comités. Enfin il s'agit de réfléchir sur le rôle des élus dans les « conseils » d'université.

Cette initiative répond, selon les dirigeants de l'UNEF, au désir de mieux tenir compte de la vie des étudiants, en particulier des salariés qui ne viennent qu'un jour ou deux par semaine à l'université.

L'autre UNEF contre les élections

« Pas une voix, pas un candidat ! » Par ce slogan, les responsables de l'autre UNEF (Unité syndicale), qui revendique vingt-six mille adhérents, ont annoncé pour leur part leur intention d'appeler les étudiants à boycotter les prochaines élections universitaires. Le refus de participation de l'UNEF (Unité syndicale) aux conseils et le soulèvement des universités, malgré elles, à « la limitation du nombre d'étudiants », l'UNEF (Unité syndicale) constate, d'autre part, le déclin de la participation étudiante. « Ce débat est aujourd'hui dé-

La centre de linguistique française de l'université Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) organise des séances d'initiation à la linguistique alliant systématiquement la théorie à la pratique (enseignement primaire et secondaire). Renseignements : 13, rue de Santeuil, 75005 Paris. tél. 707-93-19, poste 342.

ÉDUCATION

Cela correspond aussi à l'idée qu'« un étudiant doit pouvoir adhérer à l'UNEF même s'il n'est d'accord que sur un point avec celle-ci », ou en vue d'un problème local, que l'UNEF doit réunir des étudiants de toutes tendances et de toutes « sensibilités » et qu'elle ne demande pas à tous ses adhérents d'être des militants.

Les dirigeants de l'UNEF ont d'autre part protesté contre la « situation catastrophique » des universités à la rentrée. Ils ont notamment affirmé que l'accroissement du montant des bourses (369 francs pour l'année) ne couvrirait pas l'augmentation des tarifs des cités et des restaurants, universitaires et scolaires que les bourses soient fixées en fonction d'un budget-type de l'étudiant évalué par le Centre national des œuvres à 970 F par mois. L'UNEF va organiser les mardi 9 et mercredi 10 novembre des « forums » et des manifestations pour demander l'augmentation des crédits de l'enseignement supérieur, le remboursement de la T.V.A. aux universités, et l'institution d'une allocation d'études sur la base du « budget-type ».

* 1, rue de Provence, 75009 Paris.

passé. Les étudiants se demandent désormais quel instrument de lutte peut défendre leurs intérêts. »

L'« indépendance syndicale » sera le thème du prochain congrès, qui se réunira du 19 au 21 novembre à Nantes.

* 8, rue de Hanovre, 75002 Paris.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ETUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

face aux requins de la presse des jeunes

BULLETIN DE L'ÉTRANGER : « Les Rubettes se séparent », FRANCE : « Rumeurs de divorce entre Sheila et Ringo », SOCIAL : « Rien en va plus entre Mireille et Johnny Stark ».

Imaginez ces titres à la « Une » du « Monde ». Et vous réaliserez ce qu'est, dans sa quasi-totalité, la presse pour jeunes. A chaque numéro on prend les mêmes vedettes blâmes et on recommence. Ces requins de guimauve gâtent les jeunes pour dévorer leur esprit critique et leur imagination dans un bouillonnement de « Waow ! Super flip ! Nouveau ! Pour toi ! Patch ! Poster ! Transfert ! ».

Aujourd'hui, la presse pour jeunes fabrique, pour demain, les lecteurs des hebdomadaires à ragots. Elle remplit de jeunes fidèles les églises de Sheila... Sardon... et Moon, prêtre plus inquiétant encore.

ANTIROUILLE essaie de faire une autre presse. Une presse où des jeunes expriment leur vie quotidienne, avec leurs problèmes, leurs aspirations, leurs espoirs et leurs rêves... le lycée, le CET, le travail pour certains, le chômage déjà pour d'autres, la famille, les relations avec les autres...

ANTIROUILLE est fait par une équipe, composée à 50 % de jeunes de 16 à 18 ans, qui, sans être ni sectaire ni marginal, sans prendre trop au sérieux, privilégie les expériences où les jeunes réfléchissent, critiquent, se prennent en main de manière autonome face à une société où la mentalité d'assisté fait des ravages.

Au sommaire du numéro de novembre, qui vient de sortir, des enquêtes sur un club de jeunes foot-balleurs face à l'hystérie des « Verts », sur des militants des Jeunesses Communistes, sur les Anglais qui squatteraient des quartiers entiers de Londres. Le dossier du mois sur le statut et le rôle des filles dans notre société. Une interview de Julien Clerc. Le ras le bord d'un professeur agrégé. 6 pages de courriers des lecteurs et 3 pages de poèmes des lecteurs. Les 15 pages des « Carnets » (films, livres, disques, télé, radio, concerts, etc.) et bien sûr les bandes dessinées.

ANTIROUILLE n'est financé que par ses propres recettes. Nous avons un besoin urgent d'abonnés.

Le numéro de novembre a été tiré à 45 000 exemplaires.

ABONNEZ, et ABONNEZ-VOUS : 40 francs (jusqu'en décembre) pour un an (10 numéros). ANTIROUILLE est en vente partout 5 francs.

ANTIROUILLE

ANTIROUILLE, 2 square Petrelle 75009 PARIS Tél. 878 40 83, 526 84 79. MENSUEL SANS PUBLICITE

ANTIROUILLE NOVEMBRE N°9

LES FILLES

L'AUTRE FOOT

POÈMES

JULIEN CLERC

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Du travail pour le conservatoire du littoral

CIEL SOMBRE SUR LES COTES CHARENTAISES

DANS quelques jours, la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) va étudier de plus près le schéma d'aménagement du littoral centre-ouest atlantique. Avant la fin de l'année, ou au début de 1977, le gouvernement d'empêchera du dossier. Aux Sables-d'Olonne, les documents de l'ALCOA (1) sont prêts.

L'avenir du littoral est en jeu, et dans le public se manifeste une certaine anxiété. Les habitants de Charente-Maritime, les nombreux habitants du Poitou (tout bon Poitevin a sa maison de vacances à Oléron ou à Ré), sont inquiets. Les projets de rénovation portés sur des dates lointaines : 1985 et 2010. Ne sera-t-il pas trop tard ? La pollution gagne les îles et le rivage. Le 19 août, le maire de La Rochelle a fermé aux baigneurs la plage de La Rochelle-Concurrence. Les constructions sortent de terre un peu partout. Non loin, en Vendée, M. Guy Merlin, n'apparaît pas aux yeux de tous comme un enchanteur. Et il se vante ouvertement, de surcroît, d'avoir en réserve des dizaines de permis de construire « en bordure de mer ».

Autre sujet d'inquiétude : un effort réel est-il envisagé pour la façade atlantique, dont l'image de marque n'est pas excellente. On lui reproche d'être « isolée », « loin des marchés » et de posséder un centre touristique de médiocre qualité ; on dit que l'avenir appartient aux zones frontalières ; qu'en Loire et Gironde, les vrais pôles d'attraction sont Nantes et Bordeaux.

Le point de vue de l'administration ? « On critique l'Etat en permanence et on attend tout de lui, répond M. Lucien Vochel, préfet de la région Poitou-Charentes. L'ALCOA a eu le mérite de présenter des documents de référence. La CIAT (2) se traduira par des mesures gouvernementales. Les plans sont dans l'air. Des programmes pluriannuels pourront être établis et les ministères seront tenus de les honorer. »

(1) Atelier d'aménagement du littoral centre-ouest.
(2) Comité interministériel d'aménagement du territoire.

Sur un point précis des projets, le tourisme, le prêt ne cache pas son point de vue. Le plan prévoit un doublement des capacités d'accueil, alors que les tendances actuelles vont au triplement. Il faut tout de même voir là une volonté de freinage. L'administration espère limiter l'envahissement. Les concentrations ont été longues et laborieuses entre les élus et les fonctionnaires.

« Savoir ce que l'on veut »

« Il y a souvent une profonde méprise. L'Etat ne peut pas tout faire. Il doit aider à l'incitation, aider aussi les maires à réfléchir. Un maire sérieux devrait parfois s'arrêter à un accueil de deux mille estivants, il va jusqu'à dix mille. Les maires ont également délivré des permis de construire pour des « saloperies ». Ils ont toléré des constructions sans goût parce qu'ils ont pensé que trois maisons nouvelles, c'était autant de contribuables nouveaux. »

M. Lucien Vochel insiste sur le rôle du Conservatoire de la mer, installé à Rochefort-sur-Mer en mai : « Voilà une heureuse initiative. Cet organisme interviendra dans les échanges de vues et incitera les collectivités à agir. Deux actions récentes ont été engagées : à Rochefort, un terrain de 80 hectares vient d'être préempté par la SADER grâce auquel on pourra se livrer à des expériences d'aquaculture. Le conservatoire a inscrit, d'autre part, en première urgence une opération dans la forêt de la Palmyre. A la suite de l'incendie de cet été, 100 hectares de forêt seront, une fois aménagés, mis à la disposition du public. »

Mais le développement d'une région ne va-t-il pas sans une rénovation du réseau routier ? « C'est vrai, répond M. Lucien Vochel, s'il n'y avait qu'un équipement à choisir, je dirais : les routes, mais, comme il n'y a pas de miracles, nous ne sommes pas à la veille de circuler mieux. Il faut savoir ce que l'on veut. Le projet de la route Centre-Europe-Atlantique n'est pas achevé que déjà on propose autre chose, le Delta-atlantique.

Une idée chasse l'autre. Je ne comprends pas cette effervescence ! C'est comme cela que l'on crée la mauvaise humeur. On jette la colère ; comme nous sommes en pays libre, chacun dit n'importe quoi. Il faut certes développer le réseau routier, mais il faut aussi prévoir les conséquences de ce développement. Quand toutes les routes seront de circulation facile, la côte sera envahie, alors qu'elle ne peut actuellement recevoir tout le monde. »

« L'Etat ne peut tout faire »

La côte, sur le plan économique, c'est le port de La Rochelle. A cet égard, le prêt est net : « Les élus de Charente-Maritime sont tous pour le développement du port de La Rochelle, mais ils n'apportent jamais d'idées surprenantes ou originales qui seraient un levier de commande. Les conditions de développement ne sont pas réunies. La côte ne part pas de La Rochelle, les navires ne sont pas équipés pour cela. Il faudrait un élément nouveau très important pour sauver l'économie, découvrir un trafic nouveau, créer une zone industrielle, une zone portuaire, comme à Dunkerque. »

Il est juste de rappeler à ce propos que les trois ports charentais (La Rochelle, Rochefort et Tonnerre-Charente) n'exportent que 51 % des produits de la région Poitou-Charentes. Quant aux trafics nouveaux, l'espoir repose, selon certaines enquêtes, sur le nitrate d'ammonium, les ciments, les céréales, les produits pétroliers (mais n'est-ce pas une utopie) et les agrégats marins. « Les agrégats terrestres s'épuisent, indique le préfet, les gisements seront épuisés à terme. Voilà peut-être une idée. L'Etat ne peut tout faire. »

Reste à attendre la réunion de la DATAR, du CIAT, à voir quel sort sera réservé au plan d'action prioritaire inscrit dans le VII^e Plan. A La Rochelle et dans tout le Poitou-Charentes, on attend des informations précises. L'avenir de la façade est en jeu. L'avenir de ses habitants aussi.

BERNARD HILBERT.

Paris à Moscou ?

MOSCOU pense déjà à ses olympiades. Le grand problème qui se pose aux Soviétiques est de savoir dans quelles conditions ils pourront accueillir dans leur capitale plusieurs centaines de milliers de visiteurs venus pour l'occasion.

L'hôtellerie et la grande restauration font, d'ores et déjà, l'objet des réflexions et des études des dirigeants soviétiques chargés de mettre en place une infrastructure d'accueil digne de ce nom. Et, là, la technique française a, une fois encore, son mot à dire.

Les résultats de l'accord signé en octobre 1975 par le président Giscard d'Estaing lors de sa visite en U.R.S.S. viennent de se concrétiser : du 19 au 22 octobre s'est, en effet, tenue à Paris la première session du groupe de travail mixte réunissant les spécialistes des deux pays en matière de tourisme.

Les échanges touristiques restent encore réduits : environ vingt mille visas pour la France ont été délivrés à des Soviétiques en 1976, et, au cours de la même année, soixante mille Français seulement se sont rendus en U.R.S.S. C'est pourquoi il a été décidé d'étudier un « développement régional » des voyages proposés de part et d'autre, qui aurait pour effet de ne plus limiter ces voyages aux capitales respectives et aux seules grandes villes.

Pour ce qui concerne plus précisément l'hôtellerie et la restauration, les entreprises françaises devraient très probablement y trouver de larges débouchés. Les secteurs concernés sont les équipements (et notamment les matériels de cuisine et de comptabilité) mais aussi les techniques de gestion et, enfin, la formation et l'enseignement de personnels hôtelier et de restauration, les besoins soviétiques dans ce domaine étant estimés à environ six à sept mille emplois.

Il est encore trop tôt pour dire — les olympiades auront lieu en 1980 — si les athlètes et leurs admirateurs mangeront et « coucheront » français. Il serait souhaitable de ne pas se laisser coiffer du pot-de-porc par des concurrents eux aussi fort bien entraînés dans la course aux marchés internationaux.

Hôtels

Hiver

Agences

RETOUR A LA FICHE ?

DEPUIS 1972, les Français ne sont plus tenus, lorsqu'ils descendent à l'hôtel, de remplir, comme cela se faisait jadis, une fiche de police. Pourtant, la suppression de cette formalité, qui s'inscrivait dans un effort de « libération » à mettre à l'actif du gouvernement, pose aujourd'hui quelques problèmes.

En effet, sans fiches plus de statistiques rigoureuses en matière de tourisme, les services intéressés du secrétariat d'Etat se trouvant dans l'impossibilité quasi absolue d'établir les « bilans » annuels d'arrivées, de départs, de mouvements, de nuitées, etc. Et, d'autre part, difficulté pour les hôteliers eux-mêmes de « repérer » convenablement leur clientèle, et, par conséquent, d'assurer la promotion commerciale de leur établissement.

Si bien que certains hôteliers réclament à présent l'institution d'une « fiche d'accueil » obligatoire, qui, même gratifiée d'un nouveau nom, ressemblerait comme une sœur à l'ancienne fiche de police.

A une question orale allant dans ce sens, posée au Sénat par M. Jean Cauchon, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a répondu que tout hôtelier qui refuserait d'accueillir un client soucieux de protéger son anonymat se mettrait automatiquement en infraction.

Aucune obligation n'existe donc de remplir une fiche lors de son arrivée à l'hôtel. Cette formalité, si elle a lieu, ne relève que d'un accord privé entre client et hôtelier. Même si les renseignements que comporte un tel document représentent un intérêt certain, la liberté individuelle doit passer avant.

PROPOSITIONS FRANÇAISES

NEUF cent quatre-vingts produits touristiques figurent au sommaire de la brochure *Cet hiver, la France*, que le secrétariat d'Etat au tourisme vient de lancer sur le marché.

Les propositions « neige » y sont présentées massivement par massif, les forfaits « soleil » groupés par régions administratives (Provence-Côte d'Azur, Corse et territoires d'outre-mer).

Cent cinquante mille exemplaires de ce catalogue (très officiel) seront, dès les premiers jours de novembre, distribués dans les syndicats d'initiative, les offices et bureaux de tourisme régionaux, ainsi que dans les services « tourisme » de la S.N.C.F.

On y trouvera, outre des renseignements d'ordre général (attraites touristiques, possibilités sportives, etc.), intéressant chaque massif et chaque région, une liste des forfaits proposés par les agences de voyages et les tour-opérateurs, et, enfin, les tarifs correspondants.

Cet hiver, la France, a indiqué M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, est destinée essentiellement à vendre la France aux vacanciers français prenant des vacances en hiver, soit, selon les chiffres avancés par ses services, quelque huit millions sept cent mille de nos compatriotes.

VOYAGES A BON PORT

ILS l'ont échappé belle ! Pour un millier d'entre eux au moins les vacances de cet été n'auraient pu être qu'un mauvais souvenir. Sans le secours de l'association professionnelle de solidarité pour la promotion du tourisme (A.P.S.), qui garantit le public et assure la bonne fin des séjours compromis pour des raisons financières, les clients de deux agences de voyages parisiennes (Paris Jet et centre voyages « Grandes Vacances ») auraient eu bien des déboires et, dans une période de l'année où on les tolère fort mal. En effet, le 4 août, le tribunal de commerce de Paris prononçait la liquidation de la première de ces deux sociétés, et, le 30 septembre, la seconde déposait son bilan. Neuf cent quatre-vingt-dix-sept personnes auraient pu voir leurs vacances perturbées ou tout simplement annulées.

L'A.P.S., dont la mission est, avant tout, de défendre la profession, évite désormais que de tels inconvénients se produisent et que de telles idées s'emparent des clients mécontents. Cet été — un été qui, sans eux, aurait pu être « chaud », ont affirmé les responsables de l'association au cours d'une récente conférence de presse. — L'A.P.S. a donc versé 300 000 francs de secours, qui ont permis de régler sans remous les tracas financiers des touristes lésés. Elle a ainsi fait la preuve de son efficacité. D'autre part, l'A.P.S. se veut le « gendarme » de la profession, puisqu'elle veille au respect de la réglementation et intervient chaque fois que le bon renom des agents de voyages est menacé par les pratiques irrégulières de certains d'entre eux.

On ne saurait trop apprécier l'existence d'une telle association qui permettra d'empêcher que se renouvellent les incidents du passé.



NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAVENTURE

DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART PARIS

MARRAKECH	800 F
NEW YORK	1 450 F
SANAA	1 800 F
DELHI	1 990 F
BANGKOK	2 250 F
RIO	2 800 F
LIMA	2 375 F

ALLER-RETOUR
VOIX A DATES FIXES

BON A DÉCOUPER ET A ENVOYER A NOUVELLES FRONTIÈRES
55, av. Daumesnil-Bochereau - 75014 PARIS
Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM
RUE
VILLE

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

LIC 760 A



en Corse
VACANCES CLUB

SAISON 1976-1977
du 15 septembre au 15 octobre
250 31 62

AIR ALLIANCE
c'est L'ANTI-CLUB


Sélection de notre nouvelle brochure
ASIE CONTACT DÉCOUVERTE

Bangkok et plage de Pattaya 11 | 3.380 F
Bangkok et plage de Goa 15 | 4.870 F
Bangkok et plage de Penang 11 | 4.990 F
Bangkok et plage de Bali 11 | 5.790 F

4, rue de l'Échelle - 75001 Paris
9 bis, rue de Valenciennes - 75006 Paris
Tél. : 260.74.93-244.69-325.76.25
ou chez votre agent de voyage.

Nom
Adresse
Ville
Code Postal
Ville
Je désire recevoir gratuitement votre brochure. Lic. A 744

AVEC AVIANCA VOUS VERREZ LA MER DES CARAÏBES DU CÔTÉ LE PLUS ABORDABLE.



Avianca vous offre les plages enviables de la mer des Caraïbes qui ne sont même pas polluées par la cherté de la vie. Elle vous montre le côté sud-américain le plus abordable.

Dans la seule Colombie, vous avez 1500 Km. de plages pour vous étendre.

Comme la plage blanche de San Andrés, île du soleil, où le touriste allongé à l'ombre des palmiers s'offre son cocktail « coco-ron » et contemple les nombreuses beautés naturelles de cette île.

Où bien, si vous préférez naviguer, vous louez sans grands frais un yacht dans le port de plaisance de Cartagena, l'ancienne ville espagnole qui charmait déjà les corsaires du capitaine Morgan.

Personne ne peut mieux vous montrer le continent sud-américain qu'Avianca. Car Avianca est spécialiste de l'Amérique du Sud. Elle y a déjà effectué des vols réguliers avant que d'autres aient eu cette idée, depuis 1919.



Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure « Amérique Latine ».

COUPON

Nom
Adresse
Ville
1, Rue Scribe - Paris 75009
Tél. 26653-60

Avianca

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.

A Vernet-les-Bains, Ibrahim Pacha et lord Chamberlain ne sont plus que des souvenirs

DEVANT l'étagère sur laquelle s'alignent des écus cylindriques en carton, le vieil homme demeure perplexe. « On m'a pris ma pipette ! constate-t-il, tandis que son regard erre sur les noms inscrits en gros caractères sur chaque écu. Maintenant, il s'indigne : Quelle misère ! »

Dans une autre salle, toute proche, aux parois bleues, garnies d'espèces de lavabos en porcelaine blanche, séparés par des écrans verticaux de même matière, deux hommes courbés sur leur inhalateur parlent, et leurs voix résonnent étrangement dans les appareils.

« Not, monsieur, je vous le dis ! Ça ne peut plus durer ! Nous sommes envahis par les Arabes. — Vous avez lu le journal ce matin ? Encore une agression. On n'est plus tranquille chez soi. — Quelle misère ! »

Misère. Le mot flotte dans l'air, rôde dans les coins, aux bords, à la piscine, dans les salles particulières où l'eau chaude, jaillissant d'une sorte de lance d'incendie chromée, manie par une prestresse en blouse blanche, va frapper les corps nus offerts au dieu mystérieux du thermalisme. Nous sommes à Vernet-les-Bains, petite station thermale nichée dans la vallée du Cady, au pied du Canigou, à 600 mètres au-dessus de la Méditerranée, qui étale ses flots à 65 kilomètres de là.

Le rendez-vous des célébrités

Chef-d'œuvre de l'art roman, où le marbre rose venu des carrières toutes proches de la vallée royaume harmonieusement avec la pierre grise extraite sur place, Saint-Martin devient vite le centre de la vie du pays.

Déjà certainement connues par les Romains, les sources sulfureuses chaudes de Vernet furent exploitées dès 1886 par les abbés de Saint-Martin, qui édifièrent sur la rive gauche du Cady un établissement thermal qui connut des fortunes diverses jusqu'au jour de 1788 où le dernier abbé en fit don au docteur Barrera, alors médecin militaire de la citadelle de Mont-louis, à 30 kilomètres de Vernet.

En 1893, un millionnaire portugais, le comte de Buxar, passe par là, est séduit par le site et achète des terrains sur lesquels il fera construire. La fièvre de l'immobilier ne datant pas d'hier, on voit bientôt surgir, toujours sur la rive gauche du Cady, un grand hôtel (« du Portugal » bien sûr !) qui ressemble vaguement au défunt Ruhl de Nice. Un

Apparemment, une station comme les autres, avec ses huit hôtels, ses trois résidences, son motel, ses quelques quatre-vingts appartements meublés et sa trentaine de villas mis à la disposition des curistes. Avec aussi ses trois terrains de camping, ses bazars, ses agences bancaires, ses épiceries, ses boulangeries, ses coiffeurs et même son night-club.

Alors, la misère ? Personne ici ne vous dira que l'on vit dans la pauvreté. Et, d'ailleurs, qui le croirait en contemplant l'usage de carte postale donnée par ce village, dans lequel l'établissement thermal et le centre de rééducation fonctionnelle et, surtout, leurs bâtiments blancs et linéaires aux maisons jaunes à tuiles catalanes rouges du vieux Vernet, sur fond de montagnes aux neiges éternelles ?

Pourtant, Vernet n'est pas une station thermique tout à fait comme les autres. D'abord à cause de son histoire, celle de son petit château. La première mention du castrum Vernet apparaît dans un cartulaire daté de l'an 863. C'est l'époque où, à 9 kilomètres d'ici, une crypte dans la montagne devient lieu de pèlerinage en l'honneur de saint Martin. Deux siècles plus tard, le comte Guifred, seigneur du Comté, saisi par la grâce divine, va alder les bénédictins à construire une abbaye.

Est-il possible, dans ces conditions, de développer davantage la commune ? Pour M. Arnaud, conseiller municipal, qui reçoit les visiteurs au bureau du syndicat d'initiative, ce n'est pas une tâche aisée : « En 1900, Vernet comptait mille six cents habitants. Aujourd'hui, nous ne sommes que mille quatre cents. Notre commune, à vocation essentiellement agricole, n'a pas d'industries. Les jeunes ne restent donc pas ici. Ils vont à Perpignan, à Montpellier, et plus loin encore. Notre seule chance actuellement, c'est que les thermes fonctionnent toute l'année. Seulement, ça ne suffit pas. Il faudrait trouver le moyen d'animer davantage la ville. »

L'animation, mot magique qu'on entend partout. Mais qui peut « animer » véritablement un village, sinon les gens qui y travaillent ? Alléché par les promesses de la municipalité, un jeune artisan est venu s'installer à Vernet, au pied du château (qui est propriété privée, et qu'on ne visite pas). Là, dans un ancien fenil, dont les tuiles portent les signes de reconnaissance d'un peu mystérieux des Compagnons du tour de France d'aujourd'hui, il a installé son atelier et l'a ouvert au public. Ci-devant expert-comptable, la passion de l'art s'est emparée de lui il y a deux ans. « Je crois, roue-t-il, que c'est parce que je refuse de continuer à travailler d'une façon non créative... » Les joies infinies de la création, M. Soler les a découvertes à travers le tissage à l'ancienne. Il a entraîné sa femme et ses quatre enfants dans cette aventure.

« Car, dit M. Soler, ce qui doit guider l'artisanat d'aujourd'hui,

range rien, et ce n'est qu'en 1858, le Cady ayant enfin été canalisé, qu'une société anonyme fait construire les thermes actuels, associés à une « résidence thermique » et au centre de rééducation, ensemble achevé en 1970.

Pour un jeune médecin de Vernet, « les thermes, ce n'est pas mal pour une ville comme la nôtre, mais il y a encore beaucoup de petits détails qui viennent entraver le développement du thermalisme chez nous ». Car sévit ici, dit-il, « une certaine inertie au mouvement. En fait, c'est l'esprit catalan qui s'accommode mal du changement. Les gens tiennent à leur tranquillité, se satisfont vite de petits gains. Les thermes sont encore un peu folkloriques ! »

Vivre et survivre

C'est la vie de tous les jours. Il faut redonner aux gens l'envie d'utiliser l'objet qu'ils achètent. Une robe est faite pour être portée, une couverture pour recouvrir le lit dans lequel on fera l'amour... C'est un problème de civilisation, celui du retour aux sources de l'art, à la simplicité. Il y a un autre problème aussi : le produit artisanal revient trop cher. On se coupe donc d'une certaine clientèle. Il faut avoir les pieds sur terre et comprendre qu'on ne peut pas vendre un objet, si beau soit-il, de 300 à 500 francs, à un émigré. La misère artistique, ça existe même chez les vacanciers. Ils ont de l'argent pour la voiture, la « bouffe », mais c'est tout. »

Sur la place principale de la ville, où une fontaine, surmontée d'une Marianne couronnée de lauriers, fait murmurer les eaux vives du Canigou, les anciens de la commune, échappant un moment à la fascination de la télévision à domicile, se retrouvent parfois pour évoquer de vieux souvenirs : ceux des « carboniers », les charbonniers de la montagne, ceux des « taguans », les muletiers qui transportaient de lourdes charges de bois de châtaignier au long des routes pyrénéennes.

Dans les champs voisins, à l'ombre du Canigou, les agriculteurs soignent leurs pommiers, leurs pêchers, en se demandant chaque année à quel prix ils pourront vendre leur production, une production que les frais de transport sont loin de rendre concurrentiels. Aujourd'hui, malgré toutes ses « petites misères », Vernet survit. Mais demain, il lui faudra vivre.

CHARLES GILBERT.

TOURISME

PAS D'ACCORD

On ne taxe pas la brise...

AINSI les bateaux de plaisance seront peut-être imposés. Bravo ! Vive la justice sociale et ses progrès. Rappelons que jusqu'à présent il faut cumuler divers éléments de taxe de vie : actions de chasse, bateau, avion, gens de maison, etc., pour être imposable. Encore faut-il que la somme de ces éléments témoigne de revenus supérieurs à ceux déclarés. Maintenant, passant d'un extrême à l'autre, il est proposé d'imposer chaque signe extérieur de richesse en plus des impôts sur le revenu. Est-ce que cette méthode sera toujours équitable ? Non, j'en témoigne.

Moderne professeur de collège, je nourris une passion, la navigation, et je suis propriétaire d'un voilier de 8 mètres jaugeant près de 7 tonnes. Ce bateau, fruit d'économies faites depuis une dizaine d'années, est le seul bien notable dont je dispose. Avec mon épouse, enseignante également, nous sommes locataires d'un très modeste F 3 ; pas de résidence secondaire, deux vieilles voitures (vingt ans à elles deux) pour nous rendre chacun sur le lieu de notre travail en grande banlieue ; pas d'action, de bijoux, etc.

D'ailleurs nos salaires, 3 500 F par mois chacun environ (après seize ans d'exercice d'un métier souvent mal considéré et peu payé on le voit, malgré que de sa bonne exécution dépende en partie l'avenir, voire le bonheur, des enfants qui nous sont confiés), sont connus au centime près par le percepteur. Tout cela met en évidence que la possession de ce bateau est à la limite de nos moyens et constitue vraiment la seule « folie » que nous nous permettons. On peut ajouter « folie » bien nécessaire pour tous, qu'elle soit de cette sorte ou d'une autre. Et s'il fallait en venir à vendre ce bateau, par quel remplacer cette passion ?

N'apparaît-il pas que cette méthode d'imposition est un coup par coup, sur chaque élément du train de vie, même unique, est beaucoup trop grossière et aboutit à une injustice dans de tels cas ?

M. CALLEDO, Palaiseau.

PHOTO-REVUE

La première et la plus technique des revues françaises.

Octobre

Voulez-vous savoir ? Reflex à mesure pendant l'exposition. Portrait-test : le Canon AE-1 par Roger Bellone. Photokina : matériel (suite) et expositions. Histoire de la photographie. Devenez collectionneur. Et les rubriques habituelles... Dans votre kiosque ou 118 bis, rue d'Assas, 75006 Paris.

PARIS LONDRES EN CAR PULLMAN

Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd



Via Calais et Ramsgate

• 2 départs par jour de Paris.

• 40 minutes de traversée.

• Emission des billets et départ des cars Hoverlloyd. 24, rue de Saint-Quentin 75002 - Paris. Tél. 607.50.51.

• Service Bruxelles-Londres : Hoverlloyd Centre International Rogier, Rue de Brabant 3 - Bruxelles. Tél. 219.02.25.

HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations : Agences de voyages ou Hoverlloyd : 723.73.05



M. _____
V. _____
A. _____
C. _____
D. _____
Desire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD.
A retourner à Hoverlloyd
Hoverport International - 62106 Calais

Métro. Boulot. Bowling. Golf. Boxe. Karaté. Spectacles. Patinage. Natation. Bridge. Judo. Danse. Echecs. Dodo.

Le Stadium.
Aux Olympiades. 66 av. d'Ivry - Paris 13^e - Tél. 583.48.82.

cet hiver aux antilles : du soleil en location

La formule la plus économique.
Deux semaines à partir de 2 995 F. (avion compris)
Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.
Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

voyages vacances tourisme

5, bd de Vaugirard
75015 Paris
Tél. 539.20.20
11, quai des Célestins
69002 Lyon
Tél. (78) 37.83.90

Bon pour une brochure gratuite
Nom _____
Adresse _____

Journal 150

SOUTIENT L'EXPANSION

réduit l'accroissement de son pouvoir d'achat. D'ores et déjà, l'acquisition d'une maison de 100 000 ou 150 000 francs pose des problèmes presque insurmontables à une famille de quatre personnes ne disposant pas d'un minimum de revenu de 5 000 francs par mois. La controverse fait rage autour de ces évaluations. Certains constructeurs affirment pouvoir loger des familles disposant de moins de 4 000 francs, tandis que d'autres soutiennent que la chose est impossible, sauf à descendre au-dessous d'un niveau de qualité acceptable.

Les barèmes de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), qui font l'objet d'un projet de loi récemment approuvé par le conseil des ministres, permettront-ils de résoudre cette quadrature du cercle, tout en exigeant qu'un

effort suffisant d'amélioration de la qualité soit fait? S'agit-il, de la part du gouvernement, d'une ambition réaliste, en rapport avec l'aide « scandaleusement démagogique », qui donnera de l'espoir avant de décevoir lourdement ceux qui en ont le plus besoin?

L'amélioration du niveau de vie a permis ces dernières années d'ouvrir largement le marché sur lequel s'affrontent les constructeurs et les promoteurs de maisons individuelles. Membres d'une profession heureuse et en pleine expansion, ils ont, eux aussi, besoin que d'autres couches de la population puissent rejoindre la cohorte de leurs clients. Le maintien de leur bonne santé économique en dépend.

JOSEF DOYÈRE

Des chefs d'entreprise heureux

LES constructeurs de maisons individuelles, isolées ou en « villages », sont, en gros, des chefs d'entreprise heureux, en face d'un marché ouvert, dont seul le manque de ressources d'une fraction de clients potentiels limite l'expansion.

Les difficultés qu'ils rencontrent tiennent surtout à la recherche des terrains constructibles, qui se font de plus en plus rares. Ils regrettent que les administrations locales, départementales ou municipales soient moins convulsées que le gouvernement et que le chef de l'Etat de la nécessité d'encourager les Français à devenir propriétaires de leur maison. Le remembrement des terres agricoles a fait disparaître aux abords des agglomérations un grand nombre de parcelles qui auraient pu avoir vocation de terrain à bâtir. Aujourd'hui, la mise en place progressive des plans d'occupation des sols (POS), ainsi que la détermination des COS (coefficient d'occupation des sols), présentent pour les professionnels un risque nouveau. Dans la mesure où les quatre cinquièmes des POS n'ont pas encore été approuvés, les constructeurs de maisons individuelles souhaitent que les périmètres constructibles correspondent au double des besoins connus pour cinq ans, que les coefficients d'occupation des sols prévalent la construction de 45 % des logements en maisons individuelles

de faible densité (COS de 0,1 à 0,25), que 20 % des logements sociaux soient prévus en maisons individuelles de forte densité (COS de 0,25 à 0,50), tandis que 35 % des logements sociaux réservés aux immeubles collectifs.

Quant à la destruction des paysages par la construction anarchique, les constructeurs de maisons individuelles se défendent d'être plus pollués que l'environnement que les bâtisseurs d'immeubles collectifs, même lorsque ceux-ci, ayant abandonné le gigantisme des tours et des barres, sont de taille raisonnable. Le syndicat des constructeurs de maisons individuelles souhaite également un allègement des procédures administratives en matière de lotissements et de groupements, ainsi que la définition d'une politique souple qui évite l'uniformité des ensembles trop vastes. « La diversité ne peut pas être obtenue par un seul promoteur mais par plusieurs constructeurs. Il faut ensuite être très souple vis-à-vis des demandes des candidats acheteurs pour respecter leurs goûts, un architecte de groupe assurant l'harmonie de l'ensemble », déclare M. Jacques Balmont, président du SMI (Syndicat national des constructeurs de maisons individuelles). Aller dans ce sens suppose, certes, l'accord de l'administration mais aussi des prix-plafonds pas trop rigoureux.

Est-ce compatible cependant avec la mise à la disposition de clients

modestes de maisons en rapport avec leurs ressources? Ce goût de l'urbanisme n'est pas le fait des seuls groupes privés. Certains bâtisseurs sociaux se préoccupent aussi de recréer dans les nouveaux ensembles la continuité variée qu'on trouve dans tous les villages qui ont un passé. Telle société de crédit immobilier impose de douze à dix-huit types de pavillons différents, pour un ensemble de cent cinquante maisons, consacre 5 % du prix du bâtiment à l'aménagement des parties communes et son directeur écrit : « Il est indispensable qu'on se sente aussi bien à l'extérieur que chez soi, la satisfaction dans un cas et dans l'autre étant de types différents et complémentaires. »

Enfin, en ce qui concerne l'architecture, les plus conscients des promoteurs ou des constructeurs, publics ou privés, tout en trouvant justifié qu'on interdise la construction d'un chalet savoyard en Bretagne, d'un mas provençal en Alsace, s'inquiètent du style pseudo régional ou de l'imitation de l'ancien qui envahit nos paysages. Les candidats à la maison individuelle n'ont que peu d'imagination et l'audace dans ce domaine coûte très cher et présente des risques certains. Mais si la pente naturelle de la grande masse des acheteurs risque de laisser aux générations à venir une bien piètre image de l'architecture pavillonnaire de cette fin de siècle.

J. D.

Des réalités parfois amères

ON fait grand cas souvent des difficultés que l'acheteur d'une maison individuelle a à entreprendre de se loger dans une maison individuelle. Elles peuvent être techniques, juridiques ou financières. Ne nous y trompons pas, elles ne guettent pas tous les candidats à la maison individuelle. Il y a des propriétaires heureux...

Les malfaçons qui se traduisent par des infiltrations et des imitations ne sont heureusement pas la règle, mais les professionnels eux-mêmes reconnaissent que des progrès de tous ordres sont à faire pour mieux protéger les acquéreurs, qu'il s'agisse de la publicité, du contrat, des révisions de prix, de la qualité et des charges de chauffage, de l'entretien, des garanties biennales et décennales contre les malfaçons, etc.

Les ennuis peuvent avoir leur origine dans la signature du contrat, quand il y en a un digne de ce nom. Dans le pire des cas une simple feuille de calepin, sans raison sociale, avec quelques chiffres griffonnés à la diable, en tient lieu. Si l'entreprise a de grosses difficultés ou disparaît avant d'avoir terminé l'ouvrage, l'acheteur n'a pratiquement aucun recours, alors qu'il doit continuer à rembourser ses emprunts. Seuls la garantie bancaire dont les constructeurs sérieux se munissent peut assurer, quoi qu'il arrive, l'achèvement des travaux.

Avant de s'installer, et en attendant que l'entreprise et son client aient eu la sagesse d'attendre pour s'engager mutuellement que l'acte d'achat du terrain soit définitif et que le permis de construire soit obtenu, l'acheteur devra compter avec les révisions de prix, parfaitement légales, qui peuvent affecter gravement le prix final à payer. Tel ce couple qui, à Esbly, en Seine-et-Marne, a signé en juin 1972 l'achat d'une maison de 110 000 F et a dû régler en septembre 1975 la somme de 132 510 F. On trouve ces 21 500 F supplémentaires, quand les emprunts ont été établis sur la base du prix prévisionnel et qu'on gagne 4 500 F par mois en travaillant à deux? La Confédération nationale du logement (qui regroupe des associations de locataires, mais aussi d'acquéreurs à la propriété) dénonce les abus des révisions de prix, lorsque, en fin de chantier, on révisé l'ensemble du prix et non celui de la tranchée de travaux exécutés en fin de chantier et qui a coûté effectivement plus cher. Une limitation à 40 % de

la valeur de l'ensemble de la révision de prix praticable lui semblerait justifiée.

Enfin notre acheteur s'est installé. S'il décèle des infiltrations ou des erreurs de construction, il est en principe largement protégé par la loi. En obtenant l'application rapide d'une autre affaire. La garantie contre les malfaçons du second œuvre s'étend sur deux ans, du gros œuvre sur dix ans. L'assurance contre les malfaçons n'est pas obligatoire, mais environ la moitié des entreprises y souscrivent. Cela malheureusement ne résout pas les problèmes, car, jusqu'ici, la recherche des responsabilités précède l'exécution des réparations. Dans 15 % des cas, le règlement du litige attend huit années. Pendant ce temps-là, ou le propriétaire fait exécuter les travaux à ses frais, ou l'état de sa maison continue à se dégrader, ou encore le constructeur exécute les travaux et attend d'être payé. D'autre part, la charge des sinistres a doublé en francs constants entre 1969 et 1974, tandis que leur densité connaît un accroissement annuel de 15 %. Une commission interministérielle présidée par M. Adrien Spinetta, a proposé, dans un rapport publié en septembre 1976, de rendre obligatoire une double assurance (dommages et responsabilités) pour tous les participants à l'acte de construire, et d'assurer la réparation rapide des malfaçons, la recherche des responsabilités succédant désormais à l'exécution des travaux, l'élévation du niveau de qualité des produits et services restant indispensable pour rendre viable le système.

La mauvaise qualité coûte cher

Plus encore que dans les immeubles collectifs, la mauvaise qualité coûte cher à terme. Les « chalandonnies », nées d'un concours lancé en 1969 par M. Alain Chalandon, alors ministre de l'équipement, pour rendre accessible la maison individuelle à tous les Français, en sont une douloureuse illustration. Un exemple : à Saint-Herblain, en Loire-Atlantique, une société anonyme d'É.L.M. a construit 720 maisons de ce type, dont 548 en accession à la propriété. Elles coûtaient peu cher : de 81 000 à 120 000 F (au fil des années 1973 à 1975) pour un quatre pièces de 78 m² avec garage, terrain compris. Aujourd'hui, un dossier a été déposé auprès du groupe interministériel

J. D.

Dans un site privilégié en Vallée de Chevreuse de toutes nouvelles maisons...

Un site privilégié... Encre Versailles et Chevreuse, à l'orée de Port-Royal-des-Champs, un site protégé pour sa beauté et son histoire. (Arrêté préf. du 7 nov. 1956).

Un ensemble harmonieux... Des maisons individuelles, une architecture sobre et élégante, un double garage et un jardin pour chaque maison. Et les bois pour voisins.

Des maisons spacieuses... Matériaux nobles, plans bien pensés, de l'espace. Dans chaque maison, un studio privé pour les parents, plusieurs salles de bains, une cuisine tout équipée.

Les avantages Kaufman & Broad... Achat en toute propriété, vente ciblée en mains (5 % à la réservation, aucun appel de fonds pendant la construction), 15 % à la livraison. Solde à crédit.

Venez visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 20 h.

LOUVIERE

8 pièces dont 4 ou 5 chambres, salon-duplex avec cheminée, salle à manger, séjour. A partir de 645.000 F. terrain compris.

AURÉLIA

7 pièces dont 4 chambres, salon avec cheminée, salle à manger, séjour. A partir de 595.000 F. terrain compris.

GARLANDE

5 pièces dont 3 chambres, séjour avec cheminée, salle à manger. A partir de 495.000 F. terrain compris.

RD 36 78190 Voisins-le-Bretonnetx TEL 043.71.51

Kaufman & Broad:
un style de vie

Votre maison

L'OFFICIEL DE LA MAISON INDIVIDUELLE ET DE LA DÉCORATION

présente

dans son numéro 172 octobre-novembre 1976

127 maisons

- Propose le reportage complet de 17 maisons individuelles (plan-environnement-décoration)
- Donne tous les conseils sur l'isolation
- Expose en ambiance :
**61 cheminées
20 cuisines**

Editions : anglaise, allemande, espagnole, grecque, italienne, japonaise, néerlandaise, portugaise.

TIRAGE ACTUEL 389 000 EXEMPLAIRES

Direction Publiée : Pierre-Etienne PIGNAULT. Tél. : 225-98-05.



VOTRE MAISON TRADITIONNELLE N'EST PLUS UN REVE

CLC personnalise votre construction sur le terrain de votre choix

- CLC met à votre disposition sa grande expérience en matière de Construction Traditionnelle.
- CLC vous fait bénéficier de nouvelles conditions de crédit sur 20 et 25 ans.
- CLC vous propose de nombreux terrains dans la région parisienne.

BON POUR INFORMATION GRATUITE

à retourner à : CLC, 16 à 20, rue des Pommiers - Pantin

Nom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____ Prof. : _____

Apport : _____ Je possède un terrain : _____

ENTREPRISE GENERALE MAISONSDIVIDUELLES

CLC 16 à 20, rue des Pommiers, 93500 PANTIN - Tél. : 844.92.20 +

ARESKI
BRIGITTE FONTAINE
du 2 au 13 novembre
11 SPECTACLES EXCEPTIONNELS
Disques SARAVAH - Distribution RCA

THÉÂTRE FONTAINE Direction : René DUPUY, 18, rue Fontaine, Paris (9^e), Métro Blanche, Saint-Georges. Location : tél. 574-82-34 - 3 FNAC et Agences tous les soirs à 21 h. - Relâche dimanche

(Publicité)
1^{er} Congrès international de films de format populaire
(super 8 et 16 mm)
organisé par la
Banque de Films de Format Populaire
31, bd Magenta, 75010 PARIS
Tél. : 205-05-44

Les samedi 30 et dimanche 31 octobre 1976 de 10 h. à 24 h. à la Forêt Maillot, Palais des Congrès, Salle Elise.

Prix des places : 14 F.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Ivan le Terrible.
Comédie-Française, 20 h. 30 : L'Épave.
Salle Gémier, 20 h. 30 : Solitude, la multatresse.
Odéon, 20 h. 30 : Il Campello.
Petit Odéon, 18 h. 30 : La Nuit... les clowns.
Athénée, 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Petit TCF, 20 h. 30 : A la campagne.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme ; 21 h. 30 : Henri Gougaud (la femme Paillard) ; 21 h. : Irène ou la Résurrection.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Nicolas Peyrac.

Les autres salles

Athénée, 21 h. : Monsieur chasse.
Bouffes du Nord, 20 h. 30 : L'Épave.
Cartonchère de Vincennes, Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Mesure pour mesure.
Théâtre de l'Épave, 21 h. : Yuro.
Centre culturel du XVII^e, 21 h. : Le Sang épais de l'aube.
Centre culturel québécois, 20 h. 30 : La Laine des cervaux.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : Antoine et Cléopâtre.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Dracula Travel.
Théâtre 13, 20 h. 45 : L'Alchimiste.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 30 : L'Épave des Français.
Théâtre 347, 20 h. 45 : La Veuve russe.
Troisième, 22 h. : Retrouvailles de l'imagination.
Variétés, 20 h. 30 : L'Autre Valse.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 29 octobre

TOUT CONTRE UN PETIT BOIS
de JEAN-MICHEL RIBES
« Idée magnifique ! »
« Quotidien de Paris »
« Quotidien général »
« Comédiens bouillonnants, remarquables. »
« Le Monde »
« Sa meilleure pièce ! »
« L'Express »
« A ne pas manquer ! »
« France-Soir »

20 h. 30 tous les soirs sauf lundi
Tél. 548-63-81
RÉCAMIER

Création en France
Quatre à quatre
pièce québécoise de Michel GAGNEAU
Mise en scène de Gabriel Garran
« Un spectacle inhabituel, très attachant, qui place la condition des femmes sous un jour inédit. »
Michel Cournot (LE MONDE).

Théâtre de la Commune
Centre Dramatique National
93 - Aubervilliers
réservation : 833-16-16

THÉÂTRE FONTAINE
JEAN-PIERRE CASSEL
TANYA LOPEZ

COMME IL VOUS PLAÎT

Casting de Pascal LARIN
Paris-Télévision de John MONTIMER
Mise de Robert MOULOU
avec Marion LORAN - JEAN-PIERRE CASSEL
Régie de André VOUTYER

Th. SAINT-GEORGES
MERCI, DARRIEUX
(« L'EXPRESS »)
LUCIENNE et le BOUCHER
Dimanche matinées 15 heures et 18 h. 30
Lundi 1^{er} novembre matinée 15 heures
LOC. : TRU. 63-47

DERNIÈRE
SAMEDI à 20 h. 45
OLYMPIC ENTREPOT
MAC-MAHON - STYX
MARAIS

le chef d'œuvre de **BINO RISI**
une VIE DIFFICILE
Alberto Sordi
Le Monde

Les théâtres de banlieue
Antony, Théâtre Firmin - Gémier, 20 h. 45 : L'Épave.
Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h. 30 : Quatre à quatre.
Boulogne, T.S.B., 20 h. 30 : Signé Boris Vian.
Evry, Hexagone, 21 h. : Trio Fontana.
Nanterre, Théâtre des Amantiers, 21 h. : Théo Adam (Schubert).

Opérettes et comédies musicales
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Belle Héloïse.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 15 : Gilette Lacaze.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu es un chic type, Charles Brown.
Marigny, 21 h. : Nini la Chance.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Mayflower.

Les concerts
Vier Théâtres de banlieue.
Salle Fierly, 20 h. 30 : Orchestre Pro Arde de Munich, dir. E. Biedel, avec A. Lagoya, guitare ; B. Haudebourg, clavier (Bach, Vivaldi).
Hôtel de Ville, 20 h. 30 : Simone Escott, piano et le Trio Serival (Bach).
Eglise allemande, 20 h. 45 : Collegium Vocale de Fribourg (Monteverdi, Bach).

La danse
Vier Festival d'automne et Théâtre de la Cité internationale.
Palais des congrès, 20 h. 45 : le Ballet Moderne de Louis XI.
Théâtre de Lapparent, 21 h. : les Ballets du Marais.
Centre culturel du Marais, 21 h. : Post Modern Américain.

Le music-hall
Boulogne, 20 h. 30 : Georges Brassens.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Guy Béart.
Olympia, 21 h. 30 : Michel Sardou.
Palais des sports, 20 h. 45 : Johnny Hallyday.
Théâtre Antoine, 20 h. 30 : les Frères Jacques.

Festival d'automne
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : la Bouillotte à la mer.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Martha Graham Dance Company.

Les chansonniers
Cassan de la République, 21 h. : Spectacle sans provision.
Dix-Heures, 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
Dix-Heures, 21 h. : Marianne ne voit-elle rien venir ?
Dix-Heures, 20 h. 15 : La démocratie est avancée ; 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.

Jazz
Théâtre de la Renaissance, 20 h. 30 : Magna.
Déjanté-Théâtre, 22 h. : Vince Taylor.
Créteil, faculté de médecine, 21 h. : Big Band de Saint-Denis.

Les cafés-théâtres
Au Bec fin, 20 h. 30 : Pulchérie, c'est la vie ; 21 h. 30 : T'es comme toi ; 22 h. 30 : Madine Mons ; 23 h. 15 : Réves orientaux.
Au Vrai Chic parisien, 21 h. : J.-P. Réves ; 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.
Les Biches-Montparnasse, 20 h. 30 : F. Sol ; 21 h. 45 : les Jeunes.
Café d'Idées, 20 h. 30 : Mafis déliés ; 22 h. : Sylvie Joly ; 23 h. et 24 h. 45 : Deux Sultans au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gaité, 22 h. : A nos chers disparus.
Chien Filin, 21 h. : Serge Liado.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 30 : Pourquoi pas tout ? ; 23 h. 30 : J'ai fait trois tonnes dans mon cercueil.
Cœur des Hérissons, 20 h. 30 : Catherine Sauvage ; 23 h. : Zézane Brolette.
Le Fanaal, 20 h. 30 : le Président ; 22 h. : la Marée et le Chasseur de papillons.
L'École de Jacob, 20 h. 30 : Quand le soleil ne va pas, tout nuit.
Petit Casino, 21 h. 15 : Partes du pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. Monville ; 23 h. 15 : Réves orientaux.
Le Splendid, 20 h. 45 : Prisons sur le secteur ; 22 h. 15 : le Pot de terre contre le Pot de vin.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 15 : La démocratie est avancée ; tous les jours à 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
La Veuve Pichard, 22 h. 15 : la Revanche de Louis XI.
La Vieille Grille, 20 h. 30 : Roger Mason ; 21 h. : Math Bamba ; 22 h. 30 : Savez-vous que les autres paient ?

UNE NUIT AU CRAZY HORSE

15 SUPER BEAUTÉS

SHOW-21H45-2 - SHOW-00H15
RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS
225-69-89

12A* George V (Alma)

Ce soir vendredi à LA PAGODE à l'issue de la projection du film **SALO** à 19 heures
COLLOQUE SUR PASOLINI
animé par les « Cahiers du Cinéma »
J. DUFLOUX - R. LANGLOIS
L. WILKINSKY - J.-C. BISTEY
A. WILKINSKY - M. RONDOYER
J.-P. LEAUD - S. SAVIANGE

Seul à Paris
STUDIO ALPHA
MARLON FRANK
BRANDO SINATRA
GUYS AND DOLLS
JOSEPH L. MANKIEWICZ
JEAN SIMMONS - VIVIAN BLAINE

BARRY LYNDON
un film de **STANLEY KUBRICK**

Gaumont Champs-Élysées vs Gaumont Rive Gauche vs Gaumont Sud et 14 h. 27 h. 25, 21 h. (samedi séance 0 h 30)
Impérial V - 14 h. 17 h. 25, 21 h.
Barrabanne 1 vo
12 h. 15 h. 30, 19 h. 22 h. 30 (samedi) 14 h. 17 h. 30, 21 h. 24 h. 30, 21 h.
Hautefeuille 2 vo - 13 h. 30, 17 h. 10, 20 h. 30 (samedi) 12 h. 15 h. 30, 19 h. 22 h. 30
Dimanche 15 h. 30, 19 h. 22 h. 30

AMBASSADE - MERCURY - BERLITZ - ABC Boulevards - WEPLER - GAMBETTA - VICTOR-HUGO - CLUNY PALACE - MONTPARNASSE
PATHE - GAUMONT SUD - CAMBRONNE - PATHÉ Belle-Épine - MULTICINÉ Champigny - TRICYCLES Asnières - CLUB Maisons-Alfort -
FRANÇAIS Enghien - AVIATIC Le Bourget - VÉLIZY 2 Vélizy - ARTEL Rueil - STUDIO Parly - GAUMONT Evry

LOUIS DE FUNES • COLUCHE

CHRISTIAN FECHNER présente

l'Aile ou la Cuisse

LOUIS DE FUNES COLUCHE

un film de **CLAUDE ZIDI**

Scénario et dialogues de CLAUDE ZIDI
Musique de **REINOLD ARTIGUES**

150

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 13 h. : la Terre, d'A. Dov-
jenko; 15 h. 30 : le Diable au corps,
de C. Autant-Lara; 20 h. 30 :
Lancelot du Lac, de R. Bresson;
22 h. 30 : Règlement de compte,
de F. Lang; 0 h. 30 : le Crâne
maléfique, de F. Francia.

Les exclusivités

BARRY LYNDON (Ade. v.o.) : Haute-
saule, # (832-79-30) : Gaumont-
Rive-Gauche, # (548-26-36) :
04-07 : v.f. : Imperial, 2° (742-
21-10) : Gaumont-Sud, 14° (331-
57-10).

BRUNO BULLPEAU (Ade. v.o.) :
Le Petit-Bois, # (832-95-99).

BUGES MALONE (A. v.o.) : Bulo-
crot, # (223-87-30) : v.f. : Athén.

LA CARRIERE D'UNE FEMME DE
CHAMBERE (T. v.o.) : Studio Medi-
a, # (832-95-30) : Gaumont-Sud, 14°
(742-21-10) : v.f. : Cinéma-Opéra, #
(170-01-90) : Miramax, 14° (326-
41-10).

CLAO MANHATTAN (A. v.o.) :
Paris-Christine, # (325-93-78).

COPILOUT D'OR (A. v.o.) :
Hausmann, # (747-57-30) : v.f. :
Cinéma-Opéra, # (170-01-90).

LE CORPS DE MON ENNEMI (P.T.
R. 02) : (234-33-93) : Bretagne, #
(170-01-90) : v.f. : Cinéma-Opéra,
11° (331-02-10) : Normandie, # (339-41-15) :
Paramount-Opéra, # (073-24-37) :
Paramount-Mallory, 17° (736-24-43) :
Paramount-Mallory, 17° (736-24-43) :
Gobelin, 13° (331-02-10) : Para-
mount-Orléans, 14° (840-45-81) :
Paramount-Mallory, 17° (736-24-43) :
Muret, 10° (238-59-75) : Para-
mount-Mallory, 17° (736-24-43) :
Paramount-Mallory, 17° (736-24-43) :
34-25) : Secrétan, 15° (206-71-23).

Les films nouveaux

[illegible][illegible]

SEUL A PARIS : STUDIO DES URSULINES (v.o.) - Tél. 033-39-19

Le nouveau film d' **ERMANNO OLMI**
Un certain jour...

« Ce film est singulièrement attachant... Toutes les qualités qui nous avoient séduit dans « 71 Pasos ».
JACQUES DE BARONCELLI (le Monde)

« C'est un film exceptionnel... »
PIERRE BILLARD (Journal du dimanche)

« Passionnant »
R. BENAYOUN (le Point)

SPECTACLES

UN TYPE COMME MOI NE DEVRAIT JAMAIS MOURIR (Fr.) :
Cinoche Saint-Germain, 6^e (633-10-82).

LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) : Studio de la Harpe, 5^e (033-34-83), Saint-Lazare-Pasquier, 8^e.

Les grandes reprises

AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A., v.o.) : **HAUSEMANN, 9^e** (770-47-55); **Royal-Pansy, 16^e** (527-41-16).
LA BALLADE DU SOLDAT (SOV.,
vol. 1 : 84-11-16, 84-11-16, 84-11-16)

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Ranclagh, 16* (288-84-44).

MA VACHE ET MOI (A.) : Le Ma-
rais, 4° (278-47-88).
LA PECHE AU TRESOR (A., v.o.) :
Action Chrétienne, 8° (325-85-78).

PERSONA (Sued. v.o.) : Actua
Champo, 5- (033-51-60).
LE SIGNE DE ZORRO (A.v.f.) :
Le Saine, 5- (325-85-89).
LES TEMPS MODERNES (A.) :

LAWRENCE D'ARABIE (v.o.) : Kino-panorama, 15e (308-50-50).

Les séances spéciales
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), à 20 h.
LE DECAMERON (It., v.o.) : Châte-

LES DIABLES (Ang., v.o.) (va) :
Châtelet-Victoria, 1er, à 22 h. (S. et
D + 24 h.).

Christine, 8^e (325-85-78). à 12 h.
(sauf D).
EF (Ang. v.o.) : La Cîef, 5^e (337-
90-90), à 12 h. et 24 h.
FINIA SONG (v.o.) : La Seine 8^e

LENNY (A., v.o.) : Châtelet-Victoria,
1er, à 18 h.

Cler, 8^a (337-80-90), à 12 h. et 24 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.): Luxembourg. 6° (833-87-77), & 10 h., 13 h., 24 h.

SATVEIRON (It. v.o.): Châtelet-Victoria, 1er, & 13 h. (sauf D.).

SON NOM DE VENISE DANS CALCUTTA DESERT (Fr.): Le Scén. 6° (325-95-89), & 12 h. 15 (sauf D.).

UN STE 42 (A. v.o.): Luxembourg. 6° (833-97-77), & 10 h., & 12 h. & 24 h.

VERA CRUZ (A. v.o.): Saint-André-des-Arts, 6° (336-45-16), & 13 h. & 24 h.

Les festivals

REDFORD (v.o.), Action-La Payette.
9^e (878-80-50) : la Kermesse des
aigles.

Payette, 9^e (878-80-50) : Numéro 17.
BERGMAN (v.o.), Studio Logos, 5^e :
 Rêves de femmes.
CINEMA ITALIEN (v.o.), Studio des
 Acacias, 17^e (754-97-83) : 18 h. :

Vanina Vanini; 20 h. : la Chine;
23 h. 15 : Profession reporter.
LE FILM NOIR OU LES FANTAS-
MES DE L'AMERIQUE BLANCHE
(v.o.). Artistes-Voltaire. 112 (700-
112).

19-15), 16 h. : les Fantastiques
Années 20; 17 h. 45 : Autopsie
d'un meurtre; 20 h. 15 : la Chute
d'un caïd; 22 h. : les Bas-Fonds
new-yorkais

TRENTÉ ANS DE CINÉMA ANGLAIS
(v.o.). Olympic, 14^e (783-67-42) :
la Randonnée.
NICHOLSON (v.o.). Boite à films,
17^e (784-57-62) : la Boite à films.

VISCONTI (v.o.), Boîte à films, 17°
16 h. 15 : Mort à Venise : 17 h. 30 :

MEL BROOKS (v.o.), Boîte à films, 17^e (754-51-50), 13 h. : le Mystère des douze chaises ; 22 h. : Le shérif est en prison.

MARKY BROTHERS (V.S.), Boite à films, 17^e, 14 h. 45 : Une nuit à Casablanca : 18 h. 15 : Plume de cheval.

POP MOVIES : Déjazet-Théâtre, 3^e.

PROLOGUE

GUY BEART
NOUVEAU 33 TOURS GB 00018 "CHANSONS DE NOTRE TEMPS ET D'ESPERANCE" RCA

**TRIOMPHE A LA
COMEDIE DES
CHAMPS ELYSEES
JUSQU'AU
20 NOVEMBRE**

**Aujourd'hui
le nouveau Lelouch
SI C'ETAIT A REFAIRE
SI C'ETAIT A BELVIBE
CATHERINE DENEUVE
ANOUK AIMÉE**

**PUBLICIS ÉLYSÉES
UGC BIARRITZ
MAX LINDER
PUBLICIS ST-GERMAIN
UGC OPÉRA
BOUL' MICH
PARAMOUNT OPÉRA
PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT GALAXIE
PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT Gobelins
PARAMOUNT BASTILLE
RASSY**

PARAMOUNT/ÉLYSÉES II/LA CELLE-ST-CLOUD
PARAMOUNT/LA VARENNE
PARAMOUNT/ORLY
PUBLICIS/DÉFENSE
BUXY/VAL D'YERRES
CYRANO/VERSAILLES
LES FLANADES/SARCELLES
ULIS/ORSAY
MÉLIES/MONTREUIL
ARTEL/ROSNY
ALPHA/ARGENTEUIL
ARTEL PORT/NOGENT
UGC/POISSY

à partir du 3 novembre
MOULIN ROUGE
CARREFOUR/PANTIN
DOMINO/MANTES

EN PREMIÈRE PARTIE
RENDEZ-VOUS
un film de Claude Lelouch
Le travelling le plus long de l'histoire du cinéma,
tourné en un seul plan,
sans trucs ni accéssoirs.


LA PAGODE - LA CLEF CENSIER

PIERRE CAUCHY présente

**Carnet de notes
pour une
ORESTIE
AFRICAINÉ**

un film de
PIER PAOLO PASOLINI

Une production de GRAN VITTORIO MAIR
pour le Consorzio L'ARCA
avec la collaboration de
les Archives pour l'Afrique



**GRAND REX (2000 places) V - USC CRITIQUE (cinéma) V. Sébilo VV - NAPOLEON VF
BOUTIQUE V - USC GODEFROY V - MAGAS CONVENTION V - USC OMEGA V
ARSENAL - VERSAILLES - GRAND - EMERSON HOLLYWOOD
LE PÉRISEUL PAVIL V - USC - L'ARTISTE - L'ARTISTE - L'ARTISTE
SAINT-LES - PLANES - WILHELMINE - ST-GEORGES - JULES - AUBREY - PAVILION - DORSET JULES**

WALT DISNEY PÉRISEUL JULES JULES VERNE

**20.000
Lievres pour les Mers**

KIRK DOUGLAS - JAMES MASON
P. LUKAS FEIGENLOSSE
P. LUKAS FEIGENLOSSE

**Samedi, dimanche et grand: séances spéciales le matin à 10 h. 45
AU GRAND REX PRIX UNIQUE 11 F
VERSAILLES ARGENTÉIL tous les Jours à 10 h.**

ANNONCES CLASSES

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Région parisienne

chauff. central par l'imm. au 1^{er} étage, jusqu'à fin mai 1979.
RAPPORT : 100 000 F.
E 4, 110 A2 ENVIRON
Région de châteaux de la Loire
Etage élevé, bon état.
Rendements élevés et vastes :
72-54-67 et 22-45-45

Locations
Offre

Paris

A LOUER dans 19^e, 2 P, 70 m², cuisine, salle de bain, chauffage central, rez. terr. avec terrasse, 100 000 F. 19^e arr. Paris 16^e, 4+1, 100 000 F.
Libre fin novembre 76. 140 F
Pharmes + boues. 250-40-36

19^e FRONT DE SEINE
TOUR RIVE GAUCHE
Paris 19^e arr. 100 000 F.
LUXEUX 5 P, 130 m² 50 000 F.
Salle cuisine habillé.
VOYE SYLVESTRE, 19^e SEINE
06514, suite. 100 000 F.
Gar. Parking. TELEPHONE.
6.20-10-10
BATAINA - 5591-48

Région
parisienne

NEUILLY, 50, rue Ed. Nodding
5 P., étud., cuis. sépio.
120 m² 120 000 F.
120 m² 120 000 F.

COURTOIS 264-4075
264-4077

BANL SUD par EVERY-
CORREL
A louer
IS RESIDENCE GD STANDING
2 PCES, depuis 708 F + CH.
3 PCES, depuis 800 F + CH.
4 PCES, depuis 1.000 F + CH.
L'aire sur place tous les jours
de 9 h à 12 h et de 19 h à 19 h
le dimanche. S'adresser :
TERRASSES DU COUDRAY
avenue Charles-de-Gaulle
91 Courcouronnes
Tel. 498-2932 et 498-18-81
MAISONS SNCF et AUT. A 6

DOMESSE Pavillon 6 pièces, et
comfort, cave, gar.
jardin. Loyers mens. 1.500 F.
Tel. 970-0522

**locations
non meublées
Demande**

paris

5 phares. Prot. Parc Mouscron-
de-Parl-Royal. Tél. : 589-30-15
tech. 23 Pcs PROCHE PARIS
pour LAMIER
le matin au 283-06-21

articuler à Particular, ch.
2 ou 3 places tout confort.
Immatric. ch.
cir. n° 6.262, à la Mode à Pub-
li. R. des Italiens, 75422 Paris-9

**Région
parisienne**

pour Société européenne, ch.
cités, pavillons pour CADRE
toute : 2 à 6 ans - 283-57-03

**locations
meublées
Offre**

**Région
parisienne**

pour CADRE, 2 à 6 ans

COULOGNE (Bois) - Loue Apppt
cf. Cuisine, bns, ch. central.
75 F mens. - Tél. 604-52-76, mar.

constructions neuves

à GARCHES-92
près du Golf de Saint-Cloud
«LES JARDINS DE GARCHES»
29-33 RUE HENRI REGNAULT
Une petite résidence en pierre de taille
Appartements de grande qualité
STUDIO AU 5 PIECES
prix ferme et définitif
Appt-terminé s'place tous les jours
de 11h à 18h (saur mardi) ou
GECOM 747.59.50
171 Av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly

NEULLY
BD DU CHATEAU
LES BEAUX 5 PIÈCES
GRAND STANDING
Chambre de service.
Située de 14 à 30 m² h
COMFORTABLE DE SUITE
FERME ET DEFINITIF
DOUX. Tél. : 333-16-02.

ISSY-LES-BOIS
MOITI INÉPRIX ?

**locaux
commerciaux**

Façade 8 m, 100 m sur
+ cave + grenier.
800.000 F. Ecr. s/réf.
à P. LICHOU S.A. 10
Louvols, 75063 Paris Cedex
qui transmettra.

hôtels-parti

16^e METRO POMPE
DUE. MAGNIF. PLAGE

ALÉSIA. Vole privée et calme, sans vis-à-vis, h. particulier, 7 p. (sud), b. terrasse, sanit., tél. à tous chauffage mbie, hauteur plafond 3,50 m., garage, j. 1.400.000 F - 542-98-37.

propriétés

2 gr. ann. nomb. dépend. terrain
3,000 m. cap élevé just. 583-01-01

PROVINCE. Alpes. Bestide
XVIII^e classe. M. H. bon état.
Platane. 10 ha. 100 m. 100 m.
pout. 10 ha. — PROVINCE.
Lubéron. Mas à amén. r. bel.
vue. Platan. Source. 10 ha bols
et terres. Village à 2 km. Bois
Eutrie 90 m. 100 m. 100 m.
1210 Saint-Rémy-de-Provence.
(90) 92-01-58.

45 KM OUEST, SEPTUILL
rception, 4 chbrs, 3,500 m.
LARGIER. ANJ. 19-53

PROVINS. Baile mas. bourr.
macc. — habit. de suite.

disponibles.

Contacteur :
F. TUMA, MONTAUK,
L.I., N.-Y., U.A.
11954 (516) 660-2225.

PROVENCE SUD-LUBERON

FERME sac. restaur., 24 confort,
200 m² hab., 12 p. dépend.
Baux OMV, PAGES TERRAIN
Expos. sud, jolle vue. 25 km AIX
Prix raison., facilités possibles.
Ag. Cadier, 84260 Lauris. T. 46.

DE FAUVILLE - 100 m. plage,
rue 2.300 m² TERRAIN. MAISON,
cible séjour + 6 chbres.
confort, vue... (31) 89-72-73.

A VENDRE
Tr. belle propriété comprenant :

RÉGION MERCUREY
Projet de canal du Centre, pêche.
Autor. du Sud, sorte Chalonsur-Saône, terrain à bâtir de
5 000 m². T. 666-03-80, 13 à 20 h.

CRUSSY-SUR-SEINE
LIMITE LE VESINET
3eux TERRAINS 880 M2 et
1.000 M2 entièrement viabilisés.
PRIX TTES TAXES COMPRIS.
AGENCE de la TERRASSE
Le Vesinet - 776-05-70 Orpl

villas

UN PROGRAMME UNIQUE
dans la zone de SAINT-TROPEZ
LE PARC DE SAINT-MAXIME
à 1.200 mètres de la mer
44 VILLAS TRADITIONNELLES
avec jardin - En VPP
Livrables fin 1977
S'adresser à : M. DUBIN, I.P., 61,
83129 SAINT-MAXIME
TELEPH. : (04) 96-77-69

LE PARC DE SAINT-MAXIME
VILLA PROVENCAL 80 m²
habitables - Jardin 550 m²
1010.000 F - Ferme et définitif.
Garantie bancaire.
S'adresser à : M. DUBIN, I.P., 61,
83129 SAINT-MAXIME
TEL. : (04) 96-77-69

DRAVEIL 14° Austerlitz - Dans

CHANTILLY (OISE).
A vendre dans quartier
résidentiel,
villa, jardin 1.200 m².
Tél. (15) 4 457-01-51.

COTE D'AZUR
1,5 km. plages et
commerce, calms, quart. résid.,
m² jard. cimes. VILLA prov.
plans T3 + T3, garage, ch.
environ. 420.000 F. Crédit possible.
élection gratuite sur demande.
AGENCE MOLLARD.
77, Les Arcades-du-Port, 82110
MOLLARD (Var). T. (94) 74-25-03.

OUVRET, 27, av. Gambetta, Joligny - (86) 62-19-44.

AMPIERRE près - Magnifique
Manoir, luxueux.
Mén. 12 P., 3 bns, tt cft. Parc
de 9 ha 1/2. Unique. Exclus.
G. BOURGUET - 522-19-41
1, boul. Haussmann, 75008 Paris

pavillons

CHILLES 20^e PARIS
Gare de l'Est
Quartier résident. Const. récente
2 F., 4 ch., gar., 1000 m²
CABINET MOUQUET
17) EVRARD, Tél. (16-52) 33-42-25

ORMESSON sur terrain
700 m², Pav.
cain-plaid, séj., 2 ch., bains,
c., cuis., + chambre d'amis av.
unitaires, garage 2 voitures.
300.000 F. SEG. 36-17.

châteaux

en Poitou, BELLE PROPRIÉTÉ
AGREMENT, 13^e et 19^e s., 10 p.,
tous beaux communs, parc 12 ha,
plan d'eau, ruisseau, pêche,
seigneurie, 2.000 pieds. Es-
sentielle bon Mat. Px. 750.000 F.
Vendeur: BELLEFLORE Agence
IMMOBILIERE, 72, bd. Blassac, 86100
Niort. Tél. (49) 21-22-65.

Attitude de M^{re} Rémy Streptoff,
notaire à 76210 BOLBEC
Téléphone : (25) 31-00-34
VENDRE, arrond. HAVRE,
HATEAUX, N^o 1, 10 p., par-
c 15 a., maison de maître, par-
c 1 ha, herbages 2 ha. 23.

viagers
 ch. viager, occupé en libre.
 8, rue La Boétie.

chalets
PER-BESSE : médecin vend
 chalet 11 ch, séj., cuis., s. d'eau,
 chbr., dble chauff., 270.000 F.
 Tél. : (56) 30-55-17.

Pour votre maison le Crédit Immobilier de France vous prête à partir de 3,75%.

C.I. des Enlreurs de Paris, 5, av. de l'Opéra, 75001 Paris, C.I.R.P., 20, rue de la République,
75008 Paris, R.A.G.A.C. 3, rue de Castellane, 75008 Paris
C.I. des Enlreurs de Paris, 10, rue de la République, 75001 Paris, C.I. 83, rue de la
Victoire, 75002 Paris, C.I. des Chmées de Paris, 182, rue du Fg Saint-Martin, 75004 Paris
M.G.P., Cabane de C.I. 38, rue Godot-Le-Croizant, 75011 Paris, C.I. « Péninsule Huriale »,
10, rue de la République, 75001 Paris, C.I. des Enlreurs de Paris, 10, rue de la République,
75001 Paris, C.I. de la Région de Sceaux, 19-21, rue Emile-Soubert, 92220 Montrouge,
C.I. des Enlreurs de Paris, 10, rue de la République, 75001 Paris, 75003 Versailles,
C.I. de Cocodermes, 15, av. de la République, 71120 Combray
Société Royale et Quirine de C.I. de Sceaux-Marne, 10, rue du Haut-Semours,
77220 Semours-Agences : 17, rue de la République, 77000 Paris
49, rue Saint-Méry, 77100 Meaux

Nous vous aidons à mieux vous loger.



L'adoption du budget d'équipement militaire est repoussée

Ce déploiement porte sur quatre-vingt-quatre avions de chasse supplémentaires, ce qui représente, selon le quotidien américain, l'accroissement de forces aériennes le plus important depuis 1963, date à laquelle les Etats-Unis avaient décidé de retirer d'Europe quatre-vingt-seize Phantom F-4.

Dans le domaine aéronautique, également, le député républicain indépendant invite le gouvernement à concevoir « un plan de redressement général » de l'industrie, après avoir observé que les commandes d'avions militaires sont très faibles et que les commandes d'hélicoptères seront nulles durant la prochaine année.

(1) Les autorisations de programme sont la limite supérieure de financement que les administrations ont autorisées chaque année à engager pour exécuter les investissements (commandes de matériels) prévus par la loi.

entrée du musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Mme Vermeesch ;
 « L'ancien Paris vu par les peintres », — 15 h. 30, hall gauche du château, côté parc, Mme Hulot ;
 « Le château de Maisons-Laffitte », — 16 h. 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Mme Fajot ; « Redécouvrir l'art classique et baroque des Flandres à l'île-de-France » ;
 11 h. musée de l'Orangerie ;
 « Exposition peinture romantique

July 11, 1950

Avec TWA, 7 jours à New York pour 2220 F seulement.

L'aller et retour Paris-New York en classe économique et 7 nuits d'hôtel pour un prix nettement inférieur à celui du seul aller et retour au tarif normal : c'est l'offre exceptionnelle que vous propose cet hiver TWA.

Pour ces forfaits de groupe spéciaux, valables à partir du 1^{er} novembre, les réservations doivent être effectuées 15 jours à l'avance. Leur prix est basé sur une chambre occupée par deux personnes dans un hôtel confortable du centre-ville. Des chambres individuelles, des hôtels de première catégorie ou de grand luxe sont disponibles moyennant un supplément.

TWA offre également des forfaits similaires vers de nombreuses autres villes des U.S.A., ainsi qu'une sélection de circuits multivilles et avion-voiture.

Bien que les tarifs aériens soient soumis à de possibles variations, l'ensemble de ces exclusivités TWA constituera toujours pour vous une occasion unique de visiter l'Amérique ou, si vous partez pour affaires, de réaliser une économie substantielle.

Et dans tous les cas, vous voyagez à bord d'un vol régulier de la TWA; jamais sur un charter.

Si vous prévoyez de vous rendre aux U.S.A. cet hiver, renseignez-vous sur le programme des voyages TWA : demandez la brochure gratuite en téléphonant à TWA (720 62 11) ou en retournant dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.

TWA 101 avenue des Champs-Élysées
75008 Paris

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs :

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Mon Agent de Voyages est : _____

N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Scénario pour 1981 : vers un travail plus qualifié ?

Une étude pour rien ? Non, bien sûr. Cette enquête, publiée par l'INSEE (1) sous la forme d'un dossier constitué par plusieurs articles et intitulée « Offre et demande d'emploi par profession au cours du VII^e Plan », fourmille de chiffres, de tableaux et de graphiques. Mais elle laisse sur sa faim, tant les auteurs font montre, dans l'analyse des prévisions et dans les conclusions qu'ils en tirent, d'une prudence des statisticiens.

Certes, il n'était pas simple de vouloir dégager, sur la « base tendancielle » de 1976, la « structure de l'emploi prévisionnelle », par grands secteurs d'activité, pour 1981, même en considérant généralement le chômage comme une « donnée exogène ». Les auteurs, qui ont procédé par « projections », en définissant « la qualification de l'individu d'une part et celle de l'emploi d'autre part », soulignent eux-mêmes les « limites méthodologiques » de leur travail. Mais on aurait souhaité plus de clarté (ne serait-ce que dans le style), plus de trancher aussi dans des observations qui, tout compte fait, apparaissent très théoriques — comme c'est, il est vrai, la loi du genre — et parfois contradictoires.

Deux « scénarios » ont été retenus pour la réalisation de cette enquête : le premier est « fondé sur une certaine reprise de la croissance dans un environnement international favorable », le second « décrit une croissance plus faible, due à une situation extérieure perturbée, mais compensée en partie par certaines mesures gouvernementales destinées à limiter le chômage ».

Ni l'un ni l'autre, non plus que « les différentes hypothèses adoptées pour le VII^e Plan », ne modifient sensiblement, affirmant d'abord les auteurs de cette étude, « la situation d'ensemble de la population active dans l'économie française » d'ici à 1981. Alors, rien de changé ?

Pas tout à fait. Une analyse « plus fine » conduit à la principale conclusion de ce dossier : « Il semble que se dessine, dans les prochaines années, un mouvement qui aboutirait à un plus grand degré de qualification des emplois offerts ». Cette poussée vers le haut, est-il expliqué, serait

due au « mouvement d'élevation générale du niveau de formation scolaire, qui tend à accroître la qualification personnelle des actifs et donc le savoir-faire collectif utilisable pour produire à un instant donné. Il serait normal qu'en conséquence le système des étiquettes attachées aux emplois bouge ».

Cette éventuelle croissance des emplois qualifiés doit, selon l'étude de l'INSEE, bénéficier avant tout au secteur tertiaire, ce qui accentuera encore le décalage avec le secteur industriel. Ce ne sont pas, cependant, les professions libérales, en stagnation, ni certaines catégories de non-salariés (commerçants, hôteliers, coiffeurs), en recul, qui tireront parti de cette tendance, mais les métiers des banques, de l'enseignement, de la santé, de l'informatique et de la comptabilité.

Dans le secteur secondaire, cette recherche de la qualification risque d'être moins évidente. « Il n'est pas sûr, au moins à court terme, notent pudiquement les statisticiens, que l'appareil de production et les postes de travail qui y sont insérés se modifient pour utiliser effectivement le savoir-faire accru de la main-d'œuvre (ce qui accroît la qualification réelle des postes de travail) ». Du premier au second scénario, « les créations nettes d'emplois d'ouvriers qualifiés seraient environ trois fois plus faibles », passant de 200 000 à 70 000. Dans les deux cas, les emplois non qualifiés sont en nette régression.

En fonction de « la mortalité, des entrées et sorties d'activité, de la mobilité professionnelle, des insertions en provenance du système scolaire, de la variation du chômage et de l'immigration », les techniciens de l'INSEE ont d'autre part calculé la masse de main-d'œuvre disponible, par grands secteurs d'activité, en 1981. Il ne s'agit plus là d'emplois proposés par les entreprises, mais de travailleurs susceptibles de répondre aux offres potentielles. Les chiffres font apparaître que les agriculteurs seront, dans cinq ans, moins nombreux qu'aujourd'hui (2,1 millions contre 2,3 millions) et que le flot des ouvriers et employés non qualifiés grossira moins, en pourcentage, que celui de toutes les autres catégories. Le bond le plus spectaculaire est enregistré chez les techniciens, qui passent de 790 000 à 1 020 000.

Pour s'en réjouir vraiment, il faudrait considérer que le chômage est effectivement un phénomène « exogène » et que l'avenir couleur rose est effectivement au travail qualifié. Or, si l'on interprète les statistiques de l'INSEE, le quart de la population active (5,9 millions sur 22,9 millions, au lieu de 5,6 millions sur 21,3 millions aujourd'hui) dont une majorité de jeunes et de femmes — sera encore non qualifiée et pausera toujours, en 1981, dans les eaux du SMIC.

Que conclure au-delà de cette étude ? Que plus la société libérale avance, plus on paraît vouloir tirer le haut de l'échelle ? Certes, le progrès social y gagne sans doute, mais tant pis pour celui qui rate le premier barreau.

MICHEL CASTAING.

(1) Économie et Statistique, revue mensuelle de l'INSEE, n° 81-82, septembre-octobre 1976.

AFFAIRES

BILLET

ACHETEZ ANGLAIS

« La livre est au plus bas ; achetez ! » Ce conseil, emprunté à la stratégie boursière, figure à l'arrière-plan du colloque sur « L'investissement au Royaume-Uni » organisé, le 26 octobre, à Paris, par le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) et son homologue d'outre-Manche, la Confédération de l'industrie britannique (C.B.I.). Devant une assistance quelque peu écramée, le président du C.N.P.F., M. François Ceyrac, devait d'ailleurs déclarer : « Si la parité actuelle de la livre pose dans certains cas de sérieux problèmes dans le domaine des échanges commerciaux, elle devrait constituer une incitation pour les investisseurs étrangers. Il serait regrettable de laisser nos concurrents tirer seuls parti de cette situation. »

Le président de la C.B.I., lord Watkinson, a, quant à lui, utilisé une métaphore ferroviaire. « Si vous investissez en Grande-Bretagne, je pense que vous ne vous en repentirez pas. Il est préférable de monter en marche dans un train quand celui-ci roule lentement. » L'invitation au voyage, survenant au lendemain du « lundi noir » de la livre, peut surprendre ceux qui craignent un déraillement. Toutefois, les responsables patronaux britanniques ne paraissent guère inquiets devant la chute de la monnaie : il s'agit d'un « malaise » passager ?

Pour la C.B.I., l'économie du pays se trouve en « état de convalescence et de rétablissement ». Les « raisons d'espérer » en une reprise de l'expansion sont actuellement, d'après elles, tout autant psychologiques que techniques : reconnaissance par le gouvernement de la notion de profit, accord des syndicats

pour la limitation des salaires, prise de conscience collective de la nécessité du changement. Le patronat lui-même vient d'ailleurs de sortir de sa réserve, en publiant pour la première fois, sous le titre le Chemin du redressement, un programme d'action pour l'avenir.

Alors ? La Grande-Bretagne va-t-elle s'effondrer, comme l'a annoncé le nouveau prix Nobel d'économie, Milton Friedman ? Ou bien ce vieux pays a-t-il suffisamment de ressort pour redresser la barre et se trouver en état de profiter du pétrole de la mer du Nord ? Le jugement en la matière est le plus souvent contradictoire. Le pessimisme n'est pas la seule justification. La valeur d'une monnaie n'est pas uniquement le reflet d'une économie, mais traduit aussi l'opinion des autres. Or on finit par rassurer à son image. Ainsi, pour M. Alec Williams, secrétaire d'État au ministère britannique de l'Industrie, faut-il « éliminer la suspicion ».

Certains industriels français font d'ailleurs confiance à la Grande-Bretagne, du moins à son pétrole. Ainsi, de janvier à septembre 1976, les investissements français outre-Manche ont atteint 1 168 millions de francs (589 millions en 1975), dont 1 milliard dans la recherche pétrolière en mer du Nord. Ce montant, qui représente la sixième du total des investissements à l'étranger, est trois fois plus élevé que pour l'Allemagne fédérale, deux fois et demi plus que pour les États-Unis.

« La Grande-Bretagne est une île au trésor », a déclaré M. Hugues de la Roche, directeur général de l'Industrie Humour ou réalisme ?

MICHEL BOYER.

La création d'entreprises : une question de volonté individuelle

La création d'entreprise reste une aventure personnelle, une sorte d'épopée moderne. C'est ce que ressort du débat organisé par l'Association des anciens élèves de l'École centrale et qui réunissait M. Pierre Uri, membre du Conseil économique et social, M. Pierre Brissac, secrétaire général de l'IDI (Institut de développement industriel), ainsi que d'anciens centraliens ayant créé leur propre entreprise.

Le désir de promotion sociale pour les classes moyennes ou de rupture avec la sécurité routinière du travail dans de grandes entreprises est souvent à l'origine de la décision du jeune qui crée une entreprise. Ses qualités types : « une volonté farouche », de réussir, le goût du risque et du travail, l'indépendance, « l'esprit d'indépendance ». Ce « quelque chose de viscéral », ce refus de « porter la casquette d'une grande boîte » ne s'apprend pas : 90 % des créateurs d'entreprises sont d'anciens salariés ; la moitié des autodidactes. Mais seulement 1 % d'une promotion de centraliens se lancent dans l'aventure : pour les autres, l'attrait du confort et de la sécurité est plus fort.

« Les gens confondent sécurité et stabilité », regrette le délégué

général de l'Association, M. Pignard. « Ils ont la Sécurité sociale, la sécurité de l'emploi, ils ont perdu le goût du risque ! »

Si l'analyse de la psychologie du jeune chef d'entreprise a rendu les orateurs prolixes, les problèmes financiers sont paradoxalement restés au second plan : la plupart des créateurs ou chefs d'entreprise déploient la difficulté de se procurer de l'argent, mais ils en ont justeusement un prétexte pour s'en passer : beaucoup ont créé leur entreprise, souvent dans le tertiaire, avec un apport initial modeste (sur les 11 140 entreprises industrielles créées l'an dernier, 88 % ont un capital inférieur à 100 000 F).

M. Uri a pourtant fait des propositions concrètes en matière de crédit aux jeunes entreprises, s'inspirant d'un modèle américain en vigueur à plus d'un titre. Il existe aux États-Unis des banques chargées de rechercher « les gens capables de monter une affaire » et prêts à leur avancer des risques avec eux. Une réforme du crédit en France devrait aller dans ce sens. Or rien de tel ne se fait actuellement, où l'on doit présenter des garanties préalables. M. Brissac a reconnu que l'IDI prenait essentiellement ses participations dans des entreprises déjà existantes ; il n'est pas cette « tête chercheuse » que rêve de rencontrer le « jeune loup » en mal d'argent.

Moins encore que l'argent, la création d'emplois, qui avec la création d'entreprise était pourtant le thème du débat, a été évoquée. Elle semblait presque n'avoir aucun rapport avec les préoccupations des participants : « Une petite entreprise n'est pas sûre d'offrir des emplois stables et cela est aggravé par l'absence de mobilité des travailleurs », a expliqué M. Celerier, jeune centralien qui vient de créer son entreprise. Un autre intervenant regrette même que ces jeunes entreprises soient « fiscoles » par les nouvelles législations empêchant les licenciements. Par ailleurs, chacun s'accorde à reconnaître en leur faveur un statut juridique spécial ainsi que des dispositions fiscales particulières. Toutes ces difficultés n'ont pas empêché un ancien d'I.E.C. d'affirmer : « La France est un pays prodigieux pour la création d'entreprise : personne n'y croit ».

du nouveau au départ de Paris pour le Sud-Est de la France

La SNCF améliore la desserte de jour du Sud-Est de la France :
Dijon, Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, Marseille, la Côte d'Azur, le Languedoc.
- accélération des trains existants
- création de nouveaux trains.
- amélioration du confort par la mise en service de voitures « Corail »

renseignements : gares et agences de voyages.

(PUBLICITE)
IMPORTANT
INSTITUT DE RECHERCHE
situé à Rome (Italie)
recherche

des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du niveau du docteur.
Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance parfaite de l'italien sont exigées.
La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience.
Adresser le curriculum vitae à B.P. 10807, 00100 ROME.

Booz, Allen & Hamilton
MANAGEMENT CONSULTANTS

vous prie de bien vouloir noter sa nouvelle adresse
58 AVENUE KLEBER
75116 PARIS
TEL. : 720-10-50 — Telex : 611736

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
122, av. de la République, 91-92 (r. J. J. L.)
TERRASSE COUVERTE - PISCINE
Ses démolitions en brochette
Son homard poché vivant
Son célèbre carré d'agneau
Ses béarnaises, spécialité Albert
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

150

150

SOCIALE

TEZ ANGLAIS

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

La crise de la sidérurgie

La nouvelle crise qui frappe la sidérurgie européenne, notamment dans le secteur des produits longs (poutrelles et ronds à béton) utilisés dans le bâtiment et les industries d'équipement, touche plus particulièrement la Lorraine, où le géant Sacilor réalise précisément plus de 50 % de sa production dans ce secteur (« le Monde », daté 3-4 octobre 1976). Le chômage partiel affecte vingt-huit mille sidérurgistes lorrains pendant le quatrième

trimestre, tandis que l'autre géant, Usinor, met également en chômage partiel dix mille ouvriers (sur quarante mille) dans ses usines de Thionville, Longwy et Louvroil, ceux du complexe de Dunkerque n'étant pas touchés en raison du maintien de la demande pour les produits plats (tôles minces). A l'usine de la Solmer, à Fos, le réajustement, au début de l'été, du fourneau n° 1 va être suivi de l'extinction, pour deux mois, du fourneau n° 2.

Solmer : un haut fourneau arrêté

De notre correspondant régional

L'U.R.S.S. commande un central téléphonique à la C.G.C.T. FILIALE FRANÇAISE D'I.T.T.

La Compagnie générale de constructions téléphoniques (C.G.C.T.), filiale française du groupe I.T.T., vient d'obtenir deux commandes significatives. La première, en Côte-d'Ivoire, porte sur des centraux électroniques d'une capacité totale de 20 000 lignes ; la seconde, en U.R.S.S., sur un central électronique spatial Metaco à mini-sélecteur de 3 000 lignes pour le ministère de l'aviation civile soviétique.

C'est le premier central électronique vendu par une société française en U.R.S.S.

[On s'aperçoit un peu plus chaque jour des « effets pervers » des décisions de politique industrielle prises au printemps 1976 dans le secteur des télécommunications. La concentration soumise par les pouvoirs publics à l'exportation totale, en fait à la confrontation. C'est pour le moment la C.G.C.T. — donc I.T.T. — qui tire les marrons du feu. Le choix par les P.T.T. de son Metaco à mini-sélecteur lui sert de référence un peu partout dans le monde. En revanche, l'U.R.S.S., l'ex-secrétaire d'Etat d'I.T.T. « française », risque de perdre gros dans l'affaire, son Metaco à relais Reed n'ayant pas été choisi. Depuis sept ans, l'entreprise négocie l'installation en U.R.S.S. d'une usine de production de Metaco à relais Reed d'une capacité annuelle d'un million de lignes. Au printemps dernier, l'affaire était bien avancée. Aujourd'hui, elle va beaucoup moins bien. L'ampleur du projet a déjà été réduite, la capacité de l'usine n'étant plus que de sept cent cinquante mille lignes. Mais, surtout, les Soviétiques renouent, estimant que la maîtrise de la technologie du système Metaco n'est plus chez I.T.T. — Thomson, mais à la C.G.C.T. — I.T.T. Et, à Moscou, on réclame que le système à relais Reed de l'U.R.S.S. n'ait pas été adopté par les P.T.T. C'est été de bonne logique, et on peut se demander pourquoi on n'a pas franchisé la filiale d'I.T.T. pour qu'elle adopte le système en France. Il est vrai que le groupe I.T.T. refusait un tel schéma et préférait, de loin, celui qui a été adopté. — J.-M. Q.]

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE RÉORGANISE SES SERVICES EXTÉRIEURS

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a présenté officiellement, jeudi 28 octobre, en présence de M. Vincent Auzanier, ministre de la qualité de la vie, la réorganisation des services extérieurs de son département ministériel. Le but de cette réorganisation est triple : mettre en place dans chaque circonscription un représentant unique du ministère ; regrouper les différents services extérieurs en une structure unique ; compléter l'action des services extérieurs en leur permettant de participer plus activement aux tâches de politique industrielle.

A cet effet, les treize arrondissements ministériels, les cinq circonscriptions électriques et les dix circonscriptions météorologiques qui existaient jusqu'alors sont supprimés et remplacés par dix-sept services interdépartementaux de l'industrie et des mines, qui seront placés sous l'autorité des préfets de région et des préfets.

Outre leur mission traditionnelle de police et de contrôle de l'industrie (notamment en ce qui concerne la pollution), les chefs de ces services devront assurer l'animation du développement industriel local.

Marseille. — A l'image d'Usinor et de Sacilor-Sollac, ses deux principaux acheteurs, et de toute la sidérurgie européenne à nouveau menacée par la crise qu'aggrave la concurrence japonaise, la situation de Solmer demeure très fragile. La confiance était pourtant revenue au début de l'été, après un net redressement de la conjoncture, et la décision avait été prise de procéder au réajustement d'un des deux hauts fourneaux de l'usine, arrêtés depuis le 1^{er} février 1975.

L'opération de remise en marche s'est effectuée dans les meilleures conditions techniques le 30 août. En trois semaines au lieu de six semaines, comme on l'avait prévu initialement, le haut fourneau numéro un est monté à son régime de croisière. La production de l'usine de Fos, qui n'avait jamais dépassé mensuellement 175 000 tonnes, a atteint en septembre et octobre 250 000 tonnes d'acier, soit les chiffres correspondant à la capacité nominale de la première étape (3 millions 500 000 tonnes par an).

Dans le même temps, environ trois cents personnes ont été embauchées, portant l'effectif de Solmer à six mille huit cents salariés. L'élan paraît cependant aujourd'hui stoppé, et le haut fourneau numéro deux, qui devait être mis en révision pour trois semaines, sera, en définitive, arrêté pour deux mois et demi.

Nous avons choisi cette option d'un arrêt prolongé, a déclaré M. Durand-Rival (1), pour que le haut fourneau soit placé techniquement dans les meilleures conditions possibles de production en 1977-1978. Il est certain que c'est en cette fin d'année 1976 qu'une perte temporaire de capacité est la moins gênante.

G. P.

(1) M. Durand-Rival succède, comme P.-D.G. de Boulogne, au général du directeur de Sacilor, à M. Jean Gandois, devenu directeur général adjoint du groupe Rhône-Poulenc.

FORTE AUGMENTATION DES BÉNÉFICES DE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

Le groupe Saint-Gobain-Pont-a-Mousson a enregistré au cours du premier semestre un chiffre d'affaires consolidé de 11,8 milliards de francs (+ 9 %). Le bénéfice net consolidé a connu une progression beaucoup plus forte. Il s'élève à 222 millions, contre 148 millions de francs au 30 juin 1975 et 120 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1976. Par action, le bénéfice net s'élève à 10,03 francs, contre 1,70 franc il y a un an. Cette nette amélioration des résultats est due pour l'essentiel au redressement du département « construction » : ses ventes ont progressé de 27 % et il est redevenu bénéficiaire.

Sacilor-Sollac : pas de licenciement affirme la direction

De notre correspondant

Metz. — Le groupe sidérurgique lorrain Sacilor-Sollac ne procédera pas à des licenciements. C'est ce qu'a annoncé, mercredi à Bombas (Moselle), M. Durand-Rival, successeur de M. Gandois à la tête de Sacilor-Sollac depuis le 30 septembre. Interrogé sur les aspects de la crise que traverse actuellement la sidérurgie et les effets qu'elle pourrait avoir sur l'emploi, M. Durand-Rival a notamment déclaré : « Nous avons une sous-charge de 42 % en produits longs pour le dernier trimestre. Mais le problème structurel est celui des mesures à prendre à long terme. Nous avons des excédents d'effectifs, mais nous parviendrons à faire évoluer la situation grâce à des mesures déjà utilisées. (...) De sorte qu'il n'y aura pas de mesures de licenciement. »

Amené à commenter, d'une part, les prévisions du VII^e Plan en Lorraine, qui fait état de effectifs de onze à douze mille unités dans la sidérurgie et les mines de fer, et, d'autre part, les déclarations du parti communiste en Lorraine, qui prévoit, lui, quatorze mille suppressions d'emploi pour la seule sidérurgie, M. Durand-Rival a affirmé : « Ces prévisions n'engagent que leurs auteurs. »

En fait, le nouveau patron de Sacilor-Sollac rejette l'hypothèse selon laquelle un second plan de restructuration pourrait être lancé. On sait qu'en 1971, un premier plan, établi sur quatre ans, s'était traduit par la suppression de plus de dix mille emplois. Pour M. Durand-Rival, il ne saurait y avoir une relation directe entre les problèmes conjoncturels et ceux qui concernent les structures mêmes du groupe. Une telle interprétation peut paraître surprenante au vu de la situation financière du groupe. En effet, Sacilor-Sollac enregistre, vraisemblablement plus de 1 milliard de francs de pertes en 1976, qui s'ajoutent au 1,2 milliard de 1975, et la société devra recourir à l'emprunt.

Malgré cette situation, M. Durand-Rival a annoncé que les engagements pris par le groupe en matière d'investissements seront tenus. — J.-C. B.

AUTOMOBILE

Pour clauses limitatives de garanties

Renault et Ford sont poursuivis par la Confédération syndicale du cadre de vie

La Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V., ex-C.N.A.P.F.) a assigné en justice deux producteurs automobiles : Renault pour la France, Ford pour l'étranger. Elle veut ainsi protester contre les clauses limitatives de garantie que ces producteurs, affirme-t-elle, introduisent dans leurs contrats de vente.

Le code civil prévoit que les vendeurs professionnels doivent garantir les acheteurs contre toutes les conséquences des vices cachés de la marchandise vendue. Cette garantie, rappelle la Confédération, doit être totale et aboutir à l'indemnisation des acheteurs, toutes les clauses limitant la garantie étant nulles, selon la jurisprudence de la Cour de cassation. Or la grande majorité des fabricants insèrent, dans des contrats de vente préétablis ou dans des certificats de garantie, des clauses limitatives que les consommateurs acceptent, ignorant cette jurisprudence.

La C.S.C.V., qui utilise le droit d'ester en justice que lui accorde la loi du 26 décembre 1973, a décidé de s'attaquer aux producteurs automobiles en raison de l'importance de ce marché et du préjudice financier supporté par de nombreux consommateurs. Son choix s'est porté sur Renault, premier producteur français, et sur Ford, gros exportateur ; mais, selon M^{re} Bihl, avocat de la C.S.C.V., tous les producteurs automobiles et de nombreux fabricants dans d'autres secteurs ont des pratiques analogues. Dans le secteur de l'automobile, la plupart des contrats excluent, selon la C.S.C.V., de la garantie

diverses pièces de la voiture (pneus, compteurs, circuits électriques), les frais de dépannage ou de remorquage et le préjudice résultant de la privation de jouissance. La Confédération syndicale du cadre de vie reproche aussi aux firmes automobiles d'avoir promis, par voie publicitaire, des garanties d'un ou deux ans, alors que la plupart des contrats passés limitent aujourd'hui la garantie à six mois. La C.S.C.V., qui a reçu de nombreuses plaintes de consommateurs, réclame la suppression de toutes les clauses limitatives.

[La règle Renault précise que la durée de la garantie a toujours été de six mois et que, depuis deux ans, ses contrats ne comprennent plus de clauses limitatives, la voiture étant entièrement garantie. Auparavant, la seule clause limitative portait, selon elle, sur les pneumatiques.]

Ford indique avoir modifié, il y a un an, ses contrats annulant les clauses limitatives : les pneumatiques sont encore exclus, mais le contrat précise que la garantie est assurée par le fabricant.]

Défense du Franc... OFFREZ DU CHAMPAGNE !
toutes marques chez KIATOU
SIÈGE : 44, rue du Bac et
SUCCURSALE : 6, rue de la
Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08

Le monde des affaires en pays de connaissance.

Air France permet aux hommes d'affaires voyageant vers l'étranger de gagner le temps nécessaire à s'adapter. Et leur rend, partout dans le monde, les services auxquels ils sont habitués.

● **Réservations : Avion - Hôtel - Auto.**
Les passagers qui désirent trouver à destination une voiture et une chambre d'hôtel peuvent, sur simple appel téléphonique, en faire la réservation en même temps que celle de leur billet d'avion.

● **A bord : la France.**
A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

● **Arrivée : trouver à qui parler.**
Partout dans le monde, les passagers d'Air France sont

accueillis, dès l'arrivée, par un personnel parlant français. Toujours prêt à les renseigner et les aider.

● **Service Affaires : le terrain préparé.**
Le Service Affaires fonctionne dans les plus grands centres économiques mondiaux. Un interlocuteur désigné par Air France se met à la disposition des hommes d'affaires qui désirent obtenir des renseignements utiles sur les villes, des informations sur la vie économique du pays et une sélection d'adresses, notamment de bureaux de secrétariat et d'interprétation.

● **Club Service Plus : pour les grands voyageurs.**
Destiné à ceux qui se déplacent sur Air France plus de 20 fois par an à l'étranger, le Club Service Plus offre aux hommes d'affaires des avantages qui leur permettent de voyager dans des conditions encore meilleures.

Pour mieux connaître le monde des affaires, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE



Pour mieux vivre dans votre intérieur.

SALON BRICOLAGE ET DECORATION PRATIQUE

du 31 Octobre au 14 Novembre à la Défense de 10h à 20h

Le Salon Bricolage et Décoration Pratique s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à leur intérieur, qui pensent à des améliorations ou à des embellissements.

Car le Salon Bricolage et Décoration Pratique est l'occasion unique de s'informer, de voir, de comparer les matériels, les matériaux, les prix et les techniques présentés par leurs fabricants.

Vous y trouverez aussi les conseils de techniciens dans tous les domaines de l'habitat :

- Revêtement de sol et mural
- Aménagement Décoration
- Eléments de rangement
- Isolation
- Sécurité
- Outillage, etc.

Tout ce qu'il faut pour mieux vivre dans votre intérieur.

Mais le Salon s'adresse aussi à ceux et celles pour qui les loisirs sont l'occasion d'exercer une activité manuelle et artistique.

Les Sections "Arts de loisirs" et "Artisanat d'Art" attendent tous ceux et celles que tentent la reliure, le tissage, la céramique, la poterie, etc. Et pour la première fois cette année des activités comme le maquettisme - modélisme ou le développement photographique seront présentées.

La aussi le Salon est l'occasion unique de s'informer, de comparer, de s'initier, de découvrir... pour mieux vivre dans votre intérieur.

Les événements 76 : installations de chauffage, la maison sous le toit, construction d'une maison en kit. Et spécialement pour vous Mesdames : Les "Arts de l'Aiguille".

(Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h).

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
28 OCTOBRE

[illegible]

LONDRES

Nouvelle hausse
Le marché poursuit son avance, vendredi matin, à vive allure. Peu après l'ouverture, l'indice des industrielles enregistrait une hausse de 3 points, à 278. Les pétroles progressent aussi très sensiblement, de même que les fonds d'Etat. Stabilité des mines d'or.
L'ouverture (dollars) : 122 30 contre 122 75

VALEURS	CLOTURE 28/10	CORRÉS 29/10
Car Loan 3 1/2 %.....	22 1/4	22 3/16
Michigan	276	282 1/2
Superior Petroleum	555	555
Gulf	352	357 1/2
Chemical	110	114
Imperial Chemical	252	259
Portulands	75	78
Bears	205	206 1/2
Western Holdings	14 3/4	15 3/4
to Thos Zinc Corp	147	147
West Orientstein	16 3/4	17 3/8
(*) En Huron		

NEW-YORK

Irregulier
Le marche n'est pas parvenu jeudi
poursuivre son avance. Apres une
nouvelle tentative initiale, il s'est
aplati, repense, et meme un peu
a-deci. Les nouveaux gains acquis
au depart. L'indice des industries
est finalement etabli a 822,63, soit
3,49 points au-dessus de son
niveau de la veille.
Une activite moderee a continue
de regner : 18,92 millions de titres
ont change de mains contre 15,79
millions precedentement.
L'hypothecation electorale est en

Sur 1 845 valeurs traitées, 636 ont été déclassées et 639 ont monté.

Indices Dow Jones : transports, 107,31 (+ 0,13) ; services publics, 17,42 (+ 0,60).

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUS-
SON.** — Bénéfices net consolidé pour
le premier semestre : 262 millions
de francs contre 48 millions au
30 juin 1975 et 120 millions pour
l'exercice écoulé en entier.

SALE. — Résultats consolidés de l'exercice 1976-1977, qui intègrent les opérations de la filiale Cevennes, ont été les suivants : chiffre d'affaires, 14,5 millions de francs ; bénéfices avant impôts, 158,80 millions de francs. Le bénéfice net consolidé global est de 82,5 millions de francs contre 82,5 millions de francs en 1975-1976.

CARBONIS LOIRAIN. — Le premier semestre se solde par une perte de 1,5 million de francs, contre un bénéfice de 1,96 millions de francs au 30 juin 1975. Pour les neuf premiers mois, le chiffre d'affaires de la filiale a été de 200,85 millions de francs (+ 4 %).

AVIONS MARCEL DASSAULT. — Bénéfice avant impôt au 30 juin : 156,82 millions de francs contre 86,1 millions.

VALEURS	COURS 27/10	COURS 28/10
---------	----------------	----------------

350	54 1/4	54 3/4
351	59 7/8	60 1/2
352	23 1/4	23 1/2
353	23 3/4	24 1/4
354	126 1/4	126 5/8
355	60 1/2	61 1/4
356	52 1/4	52 1/2
357	58 3/8	58 1/2
358	52 3/4	53 1/4
359	73 1/2	74 1/4
360	73 1/8	73 1/4
361	71 3/8	71 1/2
362	38 3/4	39 1/2
363	28 3/4	29 1/4
364	26 3/8	26 3/4
365	51 1/4	51 3/4
366	23 1/4	23 1/2
367	59 1/8	59 3/4
368	23 1/4	23 1/2
369	27 5/8	27 3/4
370	24	24
371	61 1/2	62 1/4
372	47 5/8	47
373	16 1/4	16
374	61	60 1/8

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Mutatis	Derniers cours
Centreville, c. 36	1 p. 2	..
Holding Eco. Fin., c. 15.	1 p. 3	1 50
Interball, c. 9	1 p. 2	1 56
Marseillaise Crédit, c. 28	1 p. 5	24 75
S.E.V. Marchat, c. 1	2 p. 3	1 ..
Soleil Inter Im., c. 21.	2 p. 1	..

	28/10	29/10
dollar (ex rate) ..	293 65	294 25

INDICES QUOTIDIENS	
(INSEE Bas, 100 31 déc. 1973.)	
	27 oct. 28 oct.
valeurs françaises ..	75,5 76,5
valeurs étrangères ..	103,6 104,7
C = DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 : 29 déc. 1961.)	
Indice général	59,6 59,9

BOURSE DE PARIS - 28 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS	
	Cours précéd.		Cours précéd.		Cours précéd.		Cours précéd.
3 %	39 3/8	France (R.A.)	338	323	Lyoo-Alumina	89 50	99
4 %	39 3/4	Canada (C.A.)	338	318	St. Albans	284	285
4 1/2 %	40 1/2	Belgium (B.A.)	342	325	Belmont, Grady	285	285
5 %	41 1/2	Practica A.I.B.	242	248	Saguenay-Baie	195	195 50
5 1/2 %	42 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
6 %	43 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
6 1/2 %	44 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
6 3/4 %	45 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
7 %	46 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
7 1/2 %	47 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
8 %	48 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
8 1/2 %	49 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
8 3/4 %	50 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
9 %	51 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
9 1/2 %	52 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
9 3/4 %	53 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
10 %	54 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
10 1/2 %	55 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
10 3/4 %	56 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
11 %	57 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
11 1/2 %	58 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
11 3/4 %	59 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
12 %	60 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
12 1/2 %	61 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
12 3/4 %	62 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
13 %	63 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
13 1/2 %	64 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
13 3/4 %	65 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
14 %	66 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
14 1/2 %	67 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
14 3/4 %	68 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
15 %	69 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
15 1/2 %	70 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
15 3/4 %	71 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
16 %	72 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
16 1/2 %	73 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
16 3/4 %	74 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
17 %	75 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
17 1/2 %	76 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
17 3/4 %	77 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
18 %	78 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
18 1/2 %	79 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
18 3/4 %	80 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
19 %	81 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176
19 1/2 %	82 1/2	Alumina, Bagnon	358	358	St. Lawrence	176	176

MARCHÉ À TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	
599	4.50 % 1973	645	609	638	637	450	Cie Rio Sarr.	470	430	430	436	134	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59
1549	C.A.L.E. 3 %	1585	1558	1588	1587	130	E. L. Lathève	170	171	172	137	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
330	Adrienne Coq	365	378	382	378	372	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	319	318	320	319	318	Esso S.A.	52	51	50	51	Off. Paris	131	70	132	50	455	T.R.I.	448	440	491	465	59	
325	Alfred	3																						

COTE DES CHANGES

MARCHES OFFICIELS	COURS péc.	COURS 26/12
Etats-Unis (50 \$).....	5 813	5 082
Canada (50 \$).....	5 153	5 150
Allemagne (100 M.).....	203 450	289 150
Autriche (100 Sch.).....	29 260	29 460
Belgique (100 F.).....	13 695	13 602
Danemark (100 kr.).....	85 1	7 300
Espagne (100 pes.).....	7 983	7 320
France-Bretagne (5 £).....	7 582	7 320
Italie (100 Liras).....	5 782	5 170
Norvège (100 N.).....	9 306	9 890
Pays-Bas (100 gld.).....	192 55	-159
Portugal (100 esc.).....	15 950	15 950
Suède (100 kron.).....	112 820	119 800
Suisse (100 fr.).....	205 750	206 125

COURS ES BILLETS

change gr 1 gr les banques	MONNAIES ET DEVISES	COURS drac.	COURS 2/10
5 ..	0/10 (Oro en barre)	1205 ..	7040 ..
5 1/2 ..	100 (Oro en lingot)	2100 ..	12100 ..
20 20 ..	Pièce française 20 fr.)	525 50	238 ..
13 25 ..	Pièce française 10 fr.)	185 ..	159 ..
13 25 ..	Pièce suisse 20 fr.)	187 80	200 ..
7 1/8 ..	Pièce latine 20 fr.)	175 25	182 50
10 1/2 50 ..	Souverain ..	185 ..	200 ..
54 75 ..	Pièce de 20 dollars ..	937 25	487 50
54 75 ..	Pièce de 10 dollars ..	468 ..	250 ..
118 ..	Pièce de 5 dollars ..	236 ..	125 ..
118 ..	Pièce de 100 pesos ..	265 ..	200 ..
285 25 ..	Pièce 1000 roubles ..	703 50	380 ..

